

LISTE DES TABLEAUX :

- Tableau 1 : Tableau des coûts chez Adam SMITH.....5
- Tableau 2 : Tableau des coûts chez Ricardo.....6
- Tableau 3 : Les différences entre les déterminants de la théorie de RICARDO et le modèle HOS.....8
- Tableau 4: Exportation de Madagascar vers la Chine en 2006.....35
- Tableau 5 : Importation de Madagascar en provenance de la Chine en 2006.....35
- Tableau 6 : Les secteurs gagnants et perdants indirect dans l'exportation de Madagascar.....38
- Tableau 7 : Les secteurs gagnants et perdants dans l'importation en provenance de la Chine.39

LISTE DES GRAPHES :

- Graphe 1 : Evolution des stocks d'IDE chinois de 2002 à 2010..... 28
- Graphe 2 : Evolution des entrées des IDE à Madagascar de 2002 à 2010 (en % du PIB).....30
- Graphe 3 : Evolution du commerce extérieur de Madagascar de 1995 à 2006.....33
- Graphe 4 : Evolution des balances commerciales de Madagascar avec la Chine (en millions USD)37
- Graphe 5 : Evolution des balances commerciales avec la Chine et de la balance commerciale globale de Madagascar (en millions USD)40

Liste des abréviations:

- AGOA:** African Growth Opportunities Act
- BCM :** Banque centrale de Madagascar
- BTP :** Bâtiments et Travaux Publics
- CABC:** China Africa Business Council
- CADF:** China-Africa Development Fund
- CEIB:** China Export-Import Bank
- CIF:** China International Fund
- CADF:** China-Africa Development Fund
- CNIUC:** China Nuclear International Uranium Corporation
- CNOOC:** China National Petrochemical Corporation
- CNPC:** China National Offshore Oil Company
- CPCC:** China Petroleum and Chemical Corporation
- DIT:** Division International du Travail
- FOCAC:** Forum On China and Africa Cooperation
- FMN:** Firme Multinationale
- HOS:** Hecksher-Ohlin-Samuelson
- IDE:** Investissement Direct Etranger
- MCBC:** Malagasy Chinese Business Council
- NPI :** Nouveaux Pays Industrialisés
- OCDE:** Organisation pour le Commerce et le Développement Economique
- OMC :** Organisation Mondiale du Commerce
- PAC :** Politique Agricole Commune
- PED :** Pays En Développement
- PMA :** Pays les Moins Avancés
- PPA :** Parité de Pouvoir d'Achat
- SMATP:** Société Sino-malgache des Travaux Publics
- TPS :** Tarif douanier Préférentiel Spécial
- UE :** Union Européenne
- ZES :** Zones Economiques Spéciales

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : LE COMMERCE INTERNATIONAL.....	3
Chapitre 1 : Les théories du Commerce International.....	4
Chapitre 2 : La place de la Chine dans le Commerce International.....	16
PARTIE II : CAS DE MADAGASCAR DANS LA RELATION COMMERCIALE SINO- AFRICAINNE	23
Chapitre 1 : La relation économique entre la Chine et Madagascar.....	24
Chapitre 2 : Les échanges commerciaux de Madagascar avec la Chine.....	31
CONCLUSION.....	41

INTRODUCTION

D'après une situation récente, la balance commerciale entre la Chine et l'Afrique reste globalement positive dans l'avantage de la Chine. En effet, en 2010, 70% des importations du géant Asiatique proviennent de quatre pays Africains seulement (Angola, Afrique du Sud, Soudan et Congo-Brazzaville) (CHAPONNIERE, 2008 ; HELLENDORFF, 2010), ce qui nous informe déjà que Madagascar, un pays de l'Afrique Subsaharienne, mais un pays parmi les moins développés de l'Afrique ne figure pas dans la liste des pays principaux partenaire de la Chine en termes d'importation chinoise en provenance de l'Afrique. Mais actuellement, pour Madagascar, la Chine est devenu son partenaire principal en termes de pays à origine de ses importations. Les échanges commerciaux entre les deux s'intensifient et augmentent, et partant de ces faits, il est pertinent d'aborder un sujet sur lequel l'enjeu et les perspectives de la relation commerciale sino-malgache méritent d'être traités pour en savoir ses causes, les opportunités et les menaces éventuelles, ainsi que la perspective dans le futur économique de Madagascar. En réalité, dans les échanges commerciaux avec la Chine, seuls quelques pays africains qui sont exportateurs de pétrole et de minerais enregistrent un excédent commercial, tandis que la plupart, surtout des pays de l'Afrique Subsaharienne (dont Madagascar) sont déficitaires. Concernant les exportations africaines, elles sont composées à 70% de pétrole et à 15% de minerais, alors que la Chine exporte vers l'Afrique pour 90% de produits manufacturés: textiles, chaussures, appareils électroniques, voitures, bicyclettes et motocyclettes, etc. (DELCOURT, 2011). Nombreux sont les auteurs qui ont écrit des articles ou des revues concernant la relation de la Chine avec le continent Africain, et ceci dans tous les domaines qui participent à la marche au développement des pays africains (diplomatie, culture, et surtout les échanges commerciaux). Et c'est dans cette perspective que dans le cas de Madagascar, la plus grande île de l'Océan Indien, l'objectif de ce travail sera d'essayer de comprendre que la relation commerciale avec la Chine constitue à la fois une opportunité à saisir, et des menaces éventuelles (tels le soft power chinois). La Chine représente-t-elle une opportunité ou une menace pour Madagascar ? Pour essayer de répondre à cette question, ce présent mémoire sera alors scindé en deux (2) parties, dans laquelle, l'on verra dans la première partie, le commerce international. Dans cette partie, on parlera dans le premier chapitre les théories du commerce international, et dans le second chapitre parlera de la place de la Chine dans le commerce internationale. On verra ensuite dans la deuxième partie du travail, le cas de Madagascar dans la relation commerciale sino-africaine. L'on parlera d'abord de la relation

économique entre la Chine et Madagascar dans un premier chapitre, puis le second chapitre se focalisera sur les échanges commerciaux de Madagascar avec la Chine.

PARTIE I : LE COMMERCE INTERNATIONAL

Ce sont l'inégale répartition des richesses naturelles et les divergences des aptitudes dans le monde qui incitent aux échanges internationaux. De ce fait, il est devenu nécessaire de se procurer à l'étranger les matières premières ainsi que les produits que certaines nations sont incapables de fabriquer localement. Des courants d'échange naissent alors grâce aux avantages apportés de la **spécialisation internationale** (par la division du travail) qui s'avère bénéfique entre les nations. Le commerce international peut se définir comme l'ensemble des échanges de biens et services entre les nations qui constitue une grande nécessité à la bonne marche de l'économie d'un pays. Aucun pays ne pouvant pas accomplir à lui seul la satisfaction des besoins de la population nationale, qui atteint aujourd'hui, dans l'ensemble, mondialement environ les sept milliards d'habitants. « L'évolution du commerce mondiale est (...) liée à la production des nations, à leur puissance, ainsi qu'à l'état de leurs relations. De même, l'étude du commerce sur de longues périodes est indissociable de celle de l'environnement économique, démographique, institutionnel et géopolitique dans lequel il s'inscrit.»¹. A ce propos, le commerce est aussi l'un des principaux modes par lequel les Etats maintiennent ses relations et ca a été longtemps le sujet de discussion de divers auteurs tel qu'Adam SMITH, David RICARDO et tant d'autres. Pour avoir un aperçu de ce qu'est le commerce international, nous allons voir dans le premier chapitre les Théories du commerce international. Chapitre qui sera partagé en deux sections qui comporteront entre autre, l'avantage comparatif et la spécialisation, ainsi que la politique du libre-échange. Puis dans un second chapitre, nous verrons l'analyse concernant la place de la Chine dans le commerce international, qui sera aussi divisé en deux sections, à savoir dans la première section, le régime de taux de change de la Chine. Les Investissements Directs Etrangers (IDE) et ses impacts sur l'économie chinoise dans la seconde section.

¹ « Introduction au commerce international », chapitre I, page 02-04

Chapitre I : Les théories du commerce international

La théorie du commerce international est une branche de la science économique, traitant de la modélisation des échanges des biens et services entre Etats. Dans ce chapitre, nous nous limiterons sur la théorie de David RICARDO dans l'avantage comparatif et le théorème H.O.S (Hecksher-Ohlin-Samuelson) qui seront vérifiés empiriquement dans le second chapitre concernant principalement la Chine.

Section 1 : Avantage comparatif et spécialisation

L'*avantage comparatif*, une théorie traditionnelle du commerce international explique l'échange international par des différences de prix. Celle-ci est essentiellement composée par des modèles classiques, tels que : la « théorie des avantages absolus » d'Adam SMITH, la « théorie des avantages comparatifs » de David RICARDO, et le modèle Hecksher-Ohlin-Samuelson.

1.1 Le gain à l'échange : l'avantage comparatif

a) La loi des avantages absolus d'Adam SMITH (1776)

Selon Adam SMITH, l'ouverture des marchés permet de se procurer des biens que le pays est incapable de produire chez lui à cause d'une manque de ressources par exemple. Mais aussi elle permet à ce qu'on appelle une *division internationale du travail* (DIT) permettant une augmentation des productions tant au niveau national qu'au niveau mondial. En élargissant sa théorie de la spécialisation des tâches au niveau mondial, Smith a constaté que plus large est le marché, c'est-à-dire avec la participation de tous les pays du monde aux échanges internationaux, minime sera la division du travail. Afin de démontrer cela, prenons l'exemple de deux pays (la France et Madagascar) qui disposent chacun 400 heures de travail, à utiliser pour la production du vin traditionnel de la France et du lambda landy de Madagascar. Les coûts de production, évalués en heures de travail, sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Tableau des coûts chez Adam SMITH*

	Madagascar	France
1 tonneau de vin	300h	100h
1 lamba landy	100h	300h

*Tableau construit par l'auteur

Avant la spécialisation, chaque pays peut avoir la capacité de produire un tonneau de vin et un lamba landy en utilisant les 400 heures de travail. Supposons maintenant que Madagascar se spécialise dans le lamba landy et la France dans le vin traditionnel, chaque pays va affecter tous ses facteurs de production à la production du bien dans lequel il possède un *avantage absolu*. Pour Madagascar, il va produire 4 lamba landy et la France va en produire 4 tonneaux de vin. Si Madagascar échange 1 lamba landy contre 1 tonneau de vin traditionnel avec la France, il disposera de 3 lamba landy et d'1 tonneau de vin, soit deux lamba landy de plus qu'au départ. Et la France disposera d'1 lamba landy et de 3 tonneaux de son vin traditionnel, soit deux tonneaux de vin de plus qu'au départ. On constate que la richesse des 2 pays a augmenté après spécialisation et échange. Ceci s'explique par une allocation des ressources plus efficiente. C'est ainsi que Smith définit la richesse par la production et non par la quantité d'or comme chez les Mercantilistes : « *Par avantage ou gain, je n'entends pas l'accroissement de la quantité d'or ou d'argent, mais celui de la valeur d'échange du produit de la terre et du travail du pays ou celui de ses habitants* ». ²

L'**avantage absolu** est donc la faculté pour un pays de produire un bien dont la fabrication nécessite peu d'utilisation de facteurs de production que partout ailleurs dans le monde. Smith recommande le libre-échange, puisque le commerce international ne représente plus un jeu à somme nulle comme disaient les mercantilistes. Mais un pays ne possédant pas un avantage absolu, a-t-il toujours avantage à échanger ? La théorie de David Ricardo peut répondre à cette question que celle de Smith ne permet pas de répondre. Une théorie qui est fondamentale en matière de commerce internationale.

² « *L'évolution et les théories des échanges internationaux depuis la Révolution industrielle* ». Chapitre I, page 22

b) La loi des avantages comparatifs de David RICARDO (1817)

b1. Les hypothèses de Ricardo :

- Un seul facteur de production : le travail
- Parfaite mobilité des biens et des facteurs de production à l'intérieur de chaque pays.
- Parfaite mobilité des biens au niveau international.
- Immobilité des facteurs au niveau international.
- Théorie de la valeur travail.
- Rendements d'échelle constants i.e. si pour produire 1 drap il faut 100 heures de travail, pour produire 9 draps il faudra donc 900 heures de travail.

b2. L'explication de la spécialisation :

Supposons une situation où l'Angleterre possède une supériorité absolue dans 2 produits : le vin et le drap.

Tableau 2 : Tableau des coûts chez Ricardo

	Angleterre	Portugal
1 tonneau de vin	100h	120h
1 drap	100h	200h
Coût comparatif du vin par rapport au drap *	1	0,6

Source : « *L'évolution et les théories des échanges internationaux depuis la Révolution industrielle* ». Chapitre I, page 22

* le nombre de drap que l'on peut obtenir avec 1 tonneau de vin; ainsi pour le Portugal 1 tonneau de vin permet d'obtenir 0,6 drap (rapport d'échange autarcique : 120/200)

Le Portugal a des coûts (absolus) plus élevés pour les deux produits. Selon la théorie de l'avantage absolu de Smith, il ne peut y avoir un échange entre les deux pays. Mais Ricardo a montré que même dans ce cas le commerce international est possible et bénéfique. L'Angleterre devra se spécialiser dans la production où sa supériorité est la plus forte et le Portugal dans celle où son infériorité est la moins grande. Afin de déterminer le sens de la

spécialisation, il faut donc comparer non pas les niveaux absolus des coûts de production mais leurs niveaux relatifs dans chacun des pays. En Angleterre, le coût comparatif du vin par rapport au drap est de $100/100 = 1$, au Portugal, il est de $120/200 = 0.6$. Le coût comparatif du vin étant moins élevé au Portugal (0,6) qu'en Angleterre (1), le Portugal trouvera alors avantage à se spécialiser dans la production de vin et l'Angleterre dans celle de drap. La spécialisation s'explique ici par les différences internationales des coûts comparatifs, précisément dans les différences de productivité. Du point de vue de Ricardo, elles résultent des différences au niveau de l'environnement par le climat et les avantages naturels (terres fertiles ou non, ressources naturelles abondantes ou non), de perfectionnement technique, ainsi que de la qualité des mains d'œuvre du pays. L'**avantage comparatif** est donc la faculté pour un pays de produire un bien dont le coût de production, comparativement aux autres biens, est moins élevé qu'à l'étranger. Et cette théorie de l'avantage comparatif est jugée valable entre pays.

Quelques limites de la théorie de Ricardo :

- Ricardo considère les rendements décroissants dans son analyse de la rente et de la croissance ; or dans le modèle du commerce international, les rendements sont constants.
- Ricardo parle ainsi d'échanges entre pays, d'échanges « *internationaux* », alors que les échanges se font en réalité entre producteurs et consommateurs de différents pays. Ceci veut dire que ce n'est pas l'Angleterre qui exporte mais telle ou telle entreprise qui se trouve en Angleterre, ignorant la dimension humaine et subjective de l'échange.
- Ricardo n'a pas pris en compte le commerce intra-branche en établissant la norme de la division du monde entre pays complètement spécialisés, or le commerce de produits manufacturés contient une grande part d'échanges croisés entre branche à l'intérieur, qu'à l'extérieur du pays. Ce commerce interbranche met en **concurrence** tout le monde, contrairement au commerce ricardien, qui s'avère non concurrentiel, mais complémentaire, et peut bloquer l'innovation et le progrès économique.

1.2 Le rôle de la dotation factorielle : le modèle HOS

Le terme HOS vient de 3 auteurs : Eli Heckscher, Bertil Ohlin et Paul Samuelson. Le modèle est relatif à la théorie néoclassique du commerce international, dont il va prolonger la réflexion du modèle classique de David Ricardo. Cependant certaines hypothèses posées sont divergentes et sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Les différences entre les déterminants de la théorie de RICARDO et le modèle HOS

	RICARDO	HOS
Théorie de la valeur	Valeur travail	Valeur utilité
Techniques de production	Différences de technologie entre pays	Fonctions de production identiques entre pays ; même technique
Nation	Regroupement de classes sociales plus ou moins antagoniques	Regroupement d'individus identiques, à la fois producteurs et consommateurs
Facteur de production	Produits (par l'accumulation du capital et la démographie)	Donnés (dotation factorielle)

Source : « *L'évolution et les théories des échanges internationaux depuis la Révolution industrielle* ». Chapitre I, page 26

Le modèle HOS a été progressivement formulé de 1941 à 1955 et comprend quatre théorèmes mais nous n'allons présenter que deux qui visent à expliquer la spécialisation.

a) Le théorème **Heckscher-Ohlin** : la loi des proportions de facteurs

Cette loi des proportions de facteurs a été proposée par deux économistes suédois, E. Heckscher (1919) et B. Ohlin (1933), sous forme d'exposés littéraires visant à expliquer l'origine de l'avantage comparatif. Elle analyse la spécialisation de chaque pays par la quantité de facteurs de production dont il dispose. Cette quantité de chaque facteur est désormais donnée et définit ce qu'on appelle la **dotation factorielle** d'une nation, c'est l'ensemble des ressources (le capital, le travail, les ressources naturelles) dont dispose un pays avant de se lancer dans les échanges extérieurs. La loi peut être formalisée à partir du modèle 2.2.2 (« *Townes* ») signifiant 2 pays, 2 biens, et 2 facteurs. Pour rendre l'explication lucide, prenons l'exemple de 2 pays (Etats-Unis et Mexique), 2 biens (voiture et textile) et 2 facteurs de production (capital K et travail L). On va nommer par w le salaire réel et par r le prix du capital. Les 2 pays étant identiques mais se différencient en terme de dotations factorielles. Le raisonnement se déroule en trois étapes :

1- Les Etats-Unis sont supposés être relativement abondants en facteur capital et le Mexique relativement abondant en facteur travail : soit $K/L > K^*/L^*$ ($L/K < L^*/K^*$)

2- Une relation inverse établit entre l'abondance factorielle et le coût des facteurs : les facteurs rares ont un coût élevé et les facteurs abondants un coût faible : soit $K/L > K^*/L^* \Rightarrow w/r > w^*/r^*$ ($r/w < r^*/w^*$)

3- Le coût relatif des facteurs influence le prix relatif des biens. Les voitures nécessitant plus de capital que le textile, quel que soit le lieu de production, le prix relatif des biens va être différent entre les deux pays.

Etats-Unis: abondance relative du capital \Rightarrow coût relatif du capital faible \Rightarrow voiture relativement moins chère.

Mexique: abondance relative en travail \Rightarrow coût relatif du travail faible \Rightarrow textile relativement bon marché.

En autarcie, le prix relatif des biens dans les deux pays est : $P_v/P_t < P^*_v/P^*_t$. En faisant intervenir le prix international des biens, lequel est nécessairement compris entre ces deux rapports d'échange autarciques, sinon l'échange international ne présenterait pas d'intérêt pour les deux pays. On obtient : $P_v/P_t < P^*_v/P^*_t < P^*_v/P^*_t$ (où ' désigne le prix international).

L'ouverture aux échanges permet donc aux Américains de vendre les voitures plus chères, et aussi aux Mexicains de vendre leur textile plus cher. Cela incite les Etats-Unis à se spécialiser dans la production de voitures qui s'accroît alors que celle de textile diminue chez eux, parallèlement le Mexique à se spécialiser dans le textile et à se détourner de la production de voitures. Les Etats-Unis ont donc un avantage comparatif dans les voitures et le Mexique dans le textile. « *Le théorème Heckscher-Ohlin énonce ainsi que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production du bien qui utilise intensément le facteur dont il est relativement le mieux doté.* »³ Les Américains vont produire et exporter des voitures et les Mexicains du textile. La production totale des deux biens va augmenter grâce à une meilleure allocation des ressources au niveau mondial. Le niveau de satisfaction ou le bien-être des consommateurs va s'accroître car ils disposent de biens à meilleur marché et en plus grande quantité. De ce fait on peut dire que la loi des proportions des facteurs montre les bienfaits du *libre-échange*. Et dans sa logique, elle affirme qu'un pays exporte un bien qu'il peut produire à un coût faible, en effet selon Ohlin le commerce international correspond à « *Un échange de facteurs rares contre des facteurs abondants* » (BERGERON, 1976). Quand les Etats-Unis exportent des voitures et

³ « *L'évolution et les théories des échanges internationaux depuis la Révolution industrielle* ». Chapitre I, page 27

que le Mexique exporte du textile, il y a là indirectement un échange de mains d'œuvre mexicaine contre du capital américain.

b) Les autres théorèmes du modèle HOS :

Les Etats-Unis, se spécialisant dans la production de voitures, délaissent celle de textile. Les producteurs américains vont demander plus de capital et moins de travail. De ce fait le prix du capital par rapport à celui du travail va augmenter (r/w va augmenter). Symétriquement, le Mexique va se spécialiser dans le textile, d'où une demande accrue de main d'œuvre pour le travail et une hausse des salaires dans ce pays. En résumant, aux Etats-Unis, la hausse du prix relatif des voitures accroît le prix du capital, et au Mexique la hausse du prix relatif du textile accroît les salaires. Le **théorème de Stolper-Samuelson (1941)** énonce donc que la hausse du prix d'un bien entraîne la hausse du prix du facteur intensément utilisé dans ce bien, le prix de l'autre facteur diminuant relativement. En effet aux Etats-Unis, la spécialisation dans les industries intensives en capital va accroître le prix relatif du capital et va diminuer ainsi le prix relatif du travail. Au Mexique, la spécialisation dans des industries intensives en travail va accroître le prix relatif du travail et faire baisser le prix relatif du capital. Par ce phénomène de compensation simultanée, le prix de chaque facteur va avoir tendance à s'égaliser entre les pays participants à l'échange international. Ceci a été théorisé par Samuelson en 1948. Le **théorème de Samuelson (1948)** affirme bien que le commerce international tend vers une égalisation des rémunérations des facteurs de production entre les différents pays. Les trois premiers théorèmes du modèle HOS susmentionnés sont qualifiés statiques en considérant les dotations factorielles comme données. Mais une version dynamique du modèle HOS a été fournie par l'économiste américain T. Rybczynski en 1955. Il démontre dans sa théorie que si la quantité d'un facteur s'accroît, le coût relatif de ce facteur baisse et le prix des produits intensifs en ce facteur diminue également.

1.3 La dynamique des spécialisations : le théorème de Rybczynski (1955)

Le dynamisme des agents économiques et de la pertinence des choix politiques du pays sont à la base de la bonne spécialisation internationale. L'avantage comparatif évolue au cours du temps. Il n'y a pas de fatalité à être spécialisé dans des produits bas de gamme (cf. le Japon et la Corée) pas plus qu'il n'y a de position définitivement acquise (cf. le déclin anglais au XXème siècle). Les FMN (Firme Multinationale) participent à ces évolutions (informatique en Inde). Une version dynamique du modèle HOS a été fournie par T. Rybczynski dans son

article "*Factor Endowments and commodity prices*", *Economica*, 1955. Les dotations factorielles sont le résultat des processus d'accumulation du capital, de l'évolution démographique et des qualifications. Si dans un pays l'investissement est fort, le stock de capital croît, le coût relatif du capital baisse et le prix des produits intensifs en capital diminue également. D'où spécialisation accrue dans les biens intensifs en capital. Le même raisonnement peut être fait pour les autres facteurs de production, en particulier le capital humain. Le théorème de Rybczynski stipule que « *L'accroissement de la dotation d'un facteur augmente la production du bien qui utilise intensément ce facteur, plus que proportionnellement à l'augmentation de la dotation, et diminue la production de l'autre bien.* » (KRUGMAN ; OBSTFELD, 2003). En d'autres termes, plus une nation accumule un facteur, plus elle se spécialise dans la fabrication du produit intensif en ce facteur. ***Le pays connaît alors un glissement de son avantage comparatif.*** Un pays peut ainsi monter sur l'échelle des avantages comparatifs et voir sa spécialisation passer des produits intensifs en travail vers des produits intensifs en capital. Le Japon et les NPI (Nouveaux Pays Industrialisés) ont connu ce type d'évolution, nommée aussi la *remontée des filières*.

1.4 L'Avantage Comparatif de la Chine et sa performance dans l'exportation

Beaucoup d'économistes comme *Schott Peter* (2006) ont tenté d'étudier les causes de la performance des exportations chinoises, pourtant ils ont observé un phénomène 'paradoxal'. Puisque les statistiques montrent que même si les exportations à forte intensité de main-d'œuvre (par exemple, les vêtements) jouent encore un rôle important, apparaît aujourd'hui une gamme très large de produits sophistiqués (des produits TIC), prenant de plus en plus de poids dans la corbeille des exportations chinoises. Ainsi, la Chine a réussi à développer des produits de technologie de pointe qu'un pays pauvre, avec une main d'œuvre abondante, ne pourrait normalement pas produire et encore moins exporter. (SCHOTT, 2006). Toutefois, il convient de souligner que toutes les recherches qui ont été faites dans le cadre de cette optique reposent sur une hypothèse importante selon laquelle ***la Chine détient des avantages comparatifs dans les secteurs à forte intensité de travail.*** Cette hypothèse devient aujourd'hui un consensus chez les économistes néoclassiques qui se sont intéressés au problème de l'exportation chinoise. Leur argument est simple, en constatant que le coût de la main d'œuvre en Chine est faible, car la Chine est un pays relativement pauvre et elle détient une main d'œuvre abondante. De ce fait, on peut affirmer que la Chine possède le plus abondant facteur travail dans le monde, son exportation est basé sur le facteur travail intensif et son importation en contrepartie est capital-

intensif. D'ailleurs, cela nous emmène à mettre une attention dans l'attribution avec la théorie d'H-O. En effet la Chine devrait se spécialiser dans la production qui suppose le facteur de production travail intensif, et son importation devrait supposer contenir de facteur de production capital intensif : en d'autre terme la Chine devra avoir un avantage comparatif en facteur Travail et un désavantage comparatif en facteur capital.

Après avoir parlé dans cette première section les théories du commerce international basées sur l'avantage comparatif, soutenant des politiques commerciales tels le libre-échange et le protectionnisme, nous allons voir dans la section suivante, particulièrement la politique du **libre-échange**, qui s'avère justifier notre étude sur les échanges commerciales avec la Chine.

Section 2 : la politique du libre-échange

La politique du libre-échange est une des politiques commerciales à tendance actuellement, des accords de commerce se forment partout ailleurs dans le monde permettant ainsi faciliter l'accès aux biens et services étrangers, et surtout de renforcer les relations économiques entre les pays. Cependant, elle présente des points forts ainsi que des points faibles pour les pays participants.

2.1 Le libre-échange :

Le libre échange se définit par une situation dans laquelle, les transactions commerciales ne sont pas soumises à des restrictions volontaire du pays comme : les droits de douane, quotas ou contrôle des changes.

a) La théorie moderne du libre-échange :

La théorie classique du commerce comme celle d'Adam SMITH, David RICARDO et John Stuart MILL (1806-1873), s'est focalisée sur l'analyse des bénéfices qu'on peut tirer des échanges commerciaux. La théorie moderne, par contre, considère comme acquis le principe de l'avantage comparatif et se préoccupe plutôt sur la base de l'échange et sur les différences en termes d'avantage comparé.

b) Les mérites du libre-échange :

Dans un régime de libre échange, le système de prix permet d'atteindre l'optimum de production. L'allocation des ressources (biens et facteurs de productions) est la meilleure possible. Cependant l'on peut rencontrer les effets du libre-échange tant sur le bien-être économique que sur la distribution du revenu mondial. En effet, l'on constate que le libre-échange améliore la distribution du revenu mondiale, et cela pour deux (2) raisons :

- ✓ Il augmente la production pour une distribution donnée
- ✓ Il supprime les tarifs douaniers généralement établis par les pays riche à leur profit.

2.2 Les limites du libre-échange

Le libre-échange génère des coûts qui sont ignorés par le capitalisme, le système économique actuellement en place. En effet, la mise en compétition entre travailleurs qualifiés des pays développés et les mains d'œuvre abondantes et peu qualifiées ou non, sous-employés et même

exploitées (en plus du travail des enfants mineurs) des pays en développements, ne conduit qu'à la baisse des niveaux de salaires et des acquis sociaux que les salariés ont droits de s'acquitter. C'est ce qu'on appelle le « dumping social ».

a) Pour les pays développés

Selon la flexibilité des salaires :

- Salaires flexibles : on rencontre l'accroissement des inégalités engendré par la baisse des salaires des travailleurs les moins qualifiés et la hausse des salaires des travailleurs les plus qualifiés (Etats-Unis)
- Salaires non flexibles (salaire minimum légal) : pression sur ceux qui travaillent et augmentation du chômage due à la délocalisation d'activité (Allemagne)

Selon la perspective, il ne fera aucun doute que dans quelques années, des pays comme la Chine et l'Inde sauront mettre sur le marché mondial des millions de salariés qualifiés. Et en parlant de contrainte extérieur, les pays à déficit commercial sur le commerce international sont inciter à emprunter sur le marché international afin de se procurer des devises. La dette qui sera constituée générera ensuite une contrainte financière pesant sur la politique intérieure (on verra apparaitre un ralentissement de la croissance par la réduction de l'investissement, et l'accroissement des chômages).

b) Pour les pays en développement

La théorie montre que le libre-échange est créateur d'emplois, mais faut-il accorder à ce bilan quantitatif en un bilan un peu plus qualitatif parce que la situation nous révèle qu'il existe des emplois moins rémunérés avec une protection sociale dégradée. Les pays riches se voient être capable de soutenir certaines de leurs activités, comme l'agriculture, par des formes de subventions autorisées (la Politique Agricole Commune (PAC) de l'Union Européenne (UE) par exemple) alors qu'ils ont l'audace d'imposer aux Pays En Développement (PED) les barrières douanières qui s'avèrent jusqu'à maintenant le seul moyen de protection au commerce international pour eux.

En conclusion, le libre-échange offre malgré tout pour les PED dans certaines conditions une opportunité de se développer. Mais dans un régime du monde capitaliste, ce libre-échange constitue un système non équitable entraînant une guerre économique entre les travailleurs du monde pendant que les détenteurs du capital engrangent les bénéfices.

Maintenant si nous avons vu précédemment les différentes théories du commerce international, que ce soit les anciennes ou les nouvelles, et pour qu'une nation telle que la Chine puisse jouir pleinement des échanges internationaux, elle doit avoir des politiques dans la pratique afin de maintenir sa place dans le commerce mondiale, choses que nous allons voir dans ce second chapitre intitulé « La Chine dans le commerce international ». A savoir que ce géant Asiatique est devenu depuis le début du XXI^{ème} siècle le grand acteur économique dans le monde sur le commerce international. Des avantages comparatifs, des spécialisations par des dotations en facteurs de productions, ainsi que des politiques de libre-échange, la Chine est conquérante dans toutes ces domaines, lui donnant le caractère d'être puissance commerciale actuellement.

Chapitre II : La place de la Chine dans le commerce international

Le véritable réveil international de la Chine a commencé depuis 1978 avec l'affirmation du pouvoir de *Deng Xiaoping* qui avait eu l'idée de mettre en place une «*économie socialiste de marché*». Pékin s'ouvre alors à l'économie internationale et, tout en conservant une attitude de discrétion sur les plans politique et diplomatique, la Chine figure rapidement dans la tête des puissances économiques. Actuellement, on affirme souvent que, si le XIX^{ème} siècle fut celui de l'Empire britannique et que le XX^{ème} siècle celui des États-Unis, le siècle qui s'ouvre sera celui de l'Asie et, en particulier, de la CHINE. En effet, du milieu des années 1950 au début des années 1970, la Chine est restée quasiment isolée du reste du monde tant sur le plan politique qu'économique. Dans les années 1970, le gouvernement chinois, sous la direction de MAO Ze Dong, a changé la stratégie d'autarcie. Mais la véritable politique d'ouverture économique a été lancée par le gouvernement Deng Xiaoping. Depuis lors, elle s'est déroulée de façon progressive. Ce processus d'ouverture s'est déroulé en plusieurs étapes majeures. Au début des années 80, le gouvernement chinois a créé quatre zones économiques spéciales (ZES) : Shen Zhen, Zhou Hai, Shan Tou et Xia Men. La création de ces zones avait des objectifs comme attirer les capitaux, apprendre les techniques et les expériences de gestion, et surtout développer le commerce extérieur. Pour cela, le gouvernement chinois a mis en place une série de mesures dans ces zones économiques, permettant aux entreprises multinationales de réduire leur coût d'investissement et de production. Encore en 1984, la Chine a ouvert quatorze principales villes portuaires, dès lors, l'implantation des entreprises multinationales a été fortement encouragée dans ces villes. Ensuite, à partir des années 1990, les zones ouvertes se sont graduellement élargi des villes côtières vers les villes intérieures et les zones frontalières, notamment avec la Russie. Enfin, l'adhésion de la Chine à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) en 2001 a sensiblement accéléré le rythme du processus d'ouverture. Mais à partir des années 2000, la sous-évaluation du yuan et le taux de change quasiment fixe du yuan par rapport au dollar ont constitué l'objet de critiques de la part des économistes et des hommes politiques des pays occidentaux (DEBLOCK, 2004), considérant que ces deux éléments constituent l'une des causes majeures des déséquilibres économiques mondiaux, puisqu'ils rendent, d'une part, les exportations chinoises sur-compétitives et favorisent, d'autre part, une attractivité du territoire chinois vis-à-vis des investissements étrangers. Dans cette perspective, nous allons voir dans la

première section de ce chapitre, le régime du taux de change de la Chine et dans la seconde section, nous étudierons l'investissement direct étranger (IDE) en Chine et ses impacts sur l'économie chinoise.

Section 1 : Le régime du taux de change de la Chine

Un régime des taux de change est défini par : « l'ensemble des règles qui déterminent les interventions des autorités monétaires sur le marché des changes » (LAHECHE ; AMINA, 1999). Et les deux régimes principalement les plus souvent étudiés sur le plan théorique étant : le régime flottant et le régime fixe. Dans cette section nous présenterons en premier lieu la réforme du régime de change en Chine depuis 2005. Puis, l'on verra ensuite la sous-évaluation du Yuan et sa performance.

1.1. Le régime des taux de change de la Chine : La réforme de 2005

En juillet 2005, une réforme a été lancée par le gouvernement chinois en vue de ralentir les entrées des capitaux spéculatifs et de rendre le régime de change du yuan plus flexible. La Banque centrale chinoise a annoncé une appréciation de 2.1% du yuan par rapport au dollar (HONG, 2012) et le changement de taux de change fixe en régime de change flottant contrôlé, c'est-à-dire, désormais le yuan n'est plus accroché au dollar, mais il sera déterminé en référence à un panier de devises étrangères (dollars, euro,...). En août 2005, le président de la Banque centrale chinoise a dévoilé 11 monnaies faisant partie de composants du panier de monnaies, dont USD, Euro, Won coréen sont placés en première ligne. Les sept autres monnaies sont Dollar Singapour, livre sterling, Ringgit Malais, Rouble russe, Dollar australien, Baht thaïlandais et Dollar canadien.

1.2. La sous-évaluation du yuan et la performance en Chine

La sous-évaluation du yuan joue un rôle déterminant dans la croissance des exportations chinoises. D'une part, cette sous-évaluation rend directement les produits chinois très compétitifs en termes de prix. D'autre part, la sous-évaluation du yuan favorise l'entrée massive des IDE (Investissement Direct Etranger) qui se présentent comme les principaux acteurs des échanges internationaux en Chine. Par contre, la variation du taux de change n'affecte pas directement le prix des exportations. Elle agit d'abord sur le coût de production. D'un côté, elle fait augmenter le coût de production en Chine, de l'autre côté, elle permet à une

partie des entreprises chinoises de diminuer le coût d'importation des matières premières et des biens intermédiaires. Et comme les activités d'assemblage représentent aujourd'hui une partie importante des exportations chinoises (HONG, 2012), la diminution du coût d'achat qui résulte de l'appréciation du yuan n'est donc pas négligeable. Le consensus obtenu par des économistes est que les exportations chinoises sont sensibles à l'évolution du taux de change du yuan, c'est-à-dire qu'une appréciation importante du yuan dans les années futures peut réduire remarquablement les exportations chinoises. Cependant la Chine est l'un des rares pays qui satisfasse relativement bien à cette condition, puisqu'une grande partie de ses importations correspondent aux biens intermédiaires qui sont utilisés dans la production pour l'exportation. Et comme la sous-évaluation du yuan permet de favoriser l'entrée massive des IDE, précédemment susmentionnés, nous allons montrer dans la section suivante que ces IDE constituent aussi un atout dans le système de production grâce aux mains d'œuvres à bas salaires en Chine.

Section 2 : Investissement direct étranger (IDE) en Chine et ses impacts sur l'économie chinoise

Selon l'OCDE (Organisation pour le Commerce et le Développement Economique):

« l'IDE est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité dans un autre pays. Cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisitions). D'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital sont également définis comme des investissements directs étrangers ». Selon cette définition, l'IDE est soit une opération réalisée au sein de l'entreprise multinationale entre la société mère et ses institutions, soit une croissance externe, telles que la fusion, l'acquisition, etc.

2.1. L'expansion de l'entrée des IDE en Chine

La Chine a commencé à attirer les IDE au début des années 1980, depuis ca a entraîné un accroissement graduel des flux entrants de ces IDE. Mais à partir du début des années 1990, le rythme de la croissance des IDE s'est accéléré sensiblement. En 2010, les flux d'IDE en Chine atteignaient 106 milliards de dollars, ce qui représente une forte augmentation comparant à ceux qui ont été réalisés en 1985 (1,96 milliards de dollars) (cf. annexe 1). Cette attractivité des IDE vers la Chine peut être déterminée selon le principal élément de « Faiblesse du niveau de salaire » et bonne qualité de la main d'œuvre (CHENG ; KWAN ,2000). En effet, le niveau de salaire est un facteur considéré comme négatif pour attirer l'IDE. La délocalisation dans un pays où le niveau de salaire est plus bas permet aux entreprises multinationales de réduire leur coût de production et donc d'accroître leur profit. Mais il convient de souligner que si le taux de change est établi au niveau de la parité du pouvoir d'achat (PPA), le coût de la main d'œuvre ne peut pas être différent d'un pays à un autre, parce qu'il est toujours identique à sa productivité. C'est la surévaluation ou la sous-évaluation d'une monnaie par rapport à une autre qui fait que le coût de production est plus ou moins élevé dans un pays comme dans un autre. Dans le cas de la Chine particulièrement, la sous-évaluation du *yuan* fait apparaître que le niveau de salaire en Chine est largement inférieure à celui de la plupart des pays au monde.

Beaucoup d'entreprises multinationales ont donc saisi cette opportunité pour élargir leur marge de profit. Cependant, les IDE peuvent apporter aussi des effets positifs sur l'économie chinoise.

Les effets positifs des IDE : le transfert de technologies et l'amélioration du capital humain

Le principal effet positif produit par les IDE sur l'économie chinoise est *le transfert de technologies et l'amélioration du capital humain*. L'implantation des nouvelles technologies par les entreprises multinationales en Chine est souvent considérée comme un complément de la recherche chinoise. En effet, les entreprises multinationales, en étant les principales sources d'activités de recherche et de développement dans les pays industrialisés, possèdent un niveau de technologie plus élevé que celui des entreprises chinoises. En général, les entreprises des IDE peuvent transférer les nouvelles technologies vers les entreprises chinoises à travers les canaux suivants :

- *Les effets de contagion de la technologie*

Arrow (1971)⁴ et Findlay (1978)⁵ sont les premiers économistes qui s'intéressent au transfert des technologies d'interentreprises. Elle se diffuse plus vite entre les entreprises qui ont des contacts réguliers et permanents. De ce point de vue, l'IDE représente un moyen efficace pour que les pays en développement s'approprient des technologies avancées des pays industrialisés, ce qui est rarement le cas pour l'Afrique, notamment chez les pays pauvres en Afrique Subsaharienne. Dans cette optique, le transfert de technologie des entreprises multinationales implantées en Chine vers les entreprises locales peut se faire. D'une part le transfert peut se réaliser entre les partenaires commerciaux comme dans le cas de la rétro-ingénierie, dont la diffusion des technologies commence généralement par des opérations simples, des travaux qui créent une faible valeur ajoutée. Une fois que ces techniques absorbées, les entreprises locales peuvent éventuellement progresser vers des opérations plus complexes, voire même vers la fabrication du produit entier (KUMAR, 1996) et d'autre part, les entrées des IDE ont un effet de démonstration sur la recherche et le développement des entreprises locales. Par leur présence sur le marché local, les entreprises chinoises peuvent observer et imiter les techniques de production ainsi que les expériences de gestion des entreprises multinationales.

⁴Arrow, K. « Essays in the Theory of Risk-Bearing » Amsterdam: North-Holland, 1971.

⁵Findlay R., 1978, Some Aspects of Technology Transfer and Direct Foreign Investment , *American Economic Review*, 68 (2) ,pp. 275-279

- *Les stratégies positives verticales*

L'impact sur l'innovation des entreprises locales peut se produire verticalement des entreprises étrangères vers leurs fournisseurs locaux par le biais du transfert de technologie et de savoir-faire (RODRIGUEZ-CLARE, 1996). Une bonne partie des entreprises multinationales qui s'installent en Chine s'approvisionnent en matières premières et en produits intermédiaires auprès des fournisseurs chinois. Dans la pratique, il est possible que ces entreprises offrent des aides techniques et des formations indispensables à leurs fournisseurs chinois afin d'améliorer la qualité des biens intermédiaires.

- *Le transfert technologique exigé*

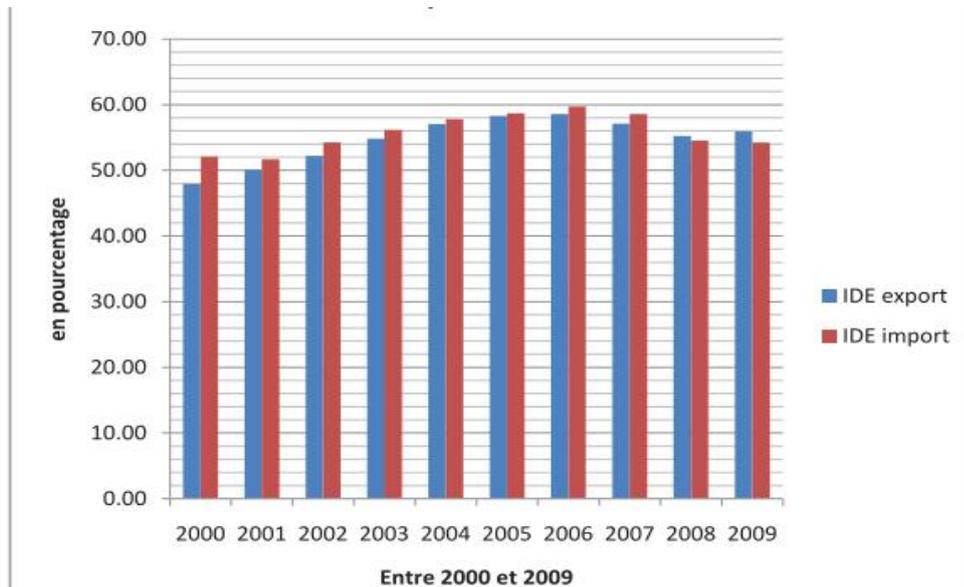
Dans les contrats signés entre les entreprises multinationales s'implantant en Chine et leurs partenaires chinois (associés et gouvernements locaux) figurent souvent des accords qui prévoient des transferts de technologie pour les années à venir. En l'occurrence, le transfert des technologies est une condition auxiliaire exigée par ces derniers.

Malgré l'existence de ces canaux de diffusion de technologies, le transfert de la technologie des entreprises multinationales vers les entreprises locales ne se fait pas de façon automatique (CHEUNG ; LIN ,2003). Il dépend tout d'abord du niveau de technologie des entreprises multinationales. C'est-à-dire que plus le niveau de technologie d'une entreprise multinationale est élevé, plus la diffusion de la technologie n'est importante. Les statistiques montrent que l'IDE dans le secteur manufacturier et le secteur immobilier représente 54.66% et 22.86% de l'IDE total. Et l'IDE dans l'agriculture et la recherche scientifique ne représente que 1.24% et 1.23% des IDE totaux (cf. annexe 2).

2.2 Influences des IDE sur le commerce extérieur de la Chine

La contribution des IDE aux échanges internationaux intervient à la fois sur le volume et sur la structure du commerce extérieur de la Chine. D'une part, les entreprises financées par les IDE jouent un rôle très important dans le commerce extérieur de la Chine. La figure suivante montre que les entreprises financées par les IDE sont à l'origine de plus de 50 % de l'importation et de l'exportation chinoise.

Graphe 1 : La part des exportations et des importations réalisées par les entreprises d'IDE en %



Source : Statistical yearbook

D'autre part, les IDE ont accéléré le changement de position de la Chine dans le commerce international. Dans les années 80, les principales exportations chinoises ont été assurées par les entreprises qui utilisaient une main d'œuvre importante : par exemple, les industries de chaussures, de vêtements et de jouets. Depuis les années 1990, la Chine a réussi à diversifier ses exportations et à acquérir une position concurrentielle tout en maintenant un rythme élevé de croissance pour ses exportations. La Chine, en tenant toujours une part importante du marché dans les secteurs traditionnels, a augmenté sa part de marché dans les secteurs de l'électroménager, de l'informatique et de la communication.

Nous avons vu précédemment dans la première partie de ce devoir, les différentes théories du commerce internationales (l'avantage absolu, l'avantage comparatif, le modèle H.O.S) et la politique du libre-échange dans un premier chapitre. Dans un second chapitre, on a parlé de la Chine et sa place dans le commerce international, notamment sur les déterminants du commerce extérieur chinois comme le régime des taux de change, les IDE en Chine. Ceci dit, nous allons maintenant parler du véritable échange commercial avec la Chine, le commerce sino-malgache, sujet que nous aborderons dans la seconde partie du travail.

PARTIE II : CAS DE MADAGASCAR DANS LA RELATION COMMERCIALE SINO-AFRICAINE

Au XV^{ème} siècle, un amiral chinois Zheng He, était à la tête d'une armada de 300 navires et partait vers l'ouest. Il atteignit les côtes de la Somalie, du Kenya et de Zanzibar. Des pièces et céramiques chinoises ont été retrouvées dans les ruines du Grand Zimbabwe, ce qui indique un signe de relations commerciales établies entre l'Afrique de l'Est et la Chine déjà à cette époque. Après la mort de l'amiral en 1434, la Chine a renoncé à ses ambitions maritimes par manque de moyens financiers. L'empire du Milieu se referme sur lui-même et c'est ainsi que la mort de Zheng He annonce l'interruption des relations entre la Chine et l'Afrique. Elles reprendront dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Dans le cas de Madagascar, ses relations avec la Chine datait de plusieurs décennies, et était fondée sur des bases idéologiques au cours des années 1970 pendant lesquelles Madagascar était sous le régime socialiste. Et c'est à partir des années 1990 qu'on entend parler des relations de types essentiellement économiques entre les deux pays. Depuis que la Chine s'est ouverte à l'économie de marché, elle a connu une croissance foudroyante qui la pousse d'une part à se procurer de nouvelles sources d'approvisionnement en énergie et en matières premières, d'autre part à trouver de nouveaux marchés pour écouler une gamme de produits (vêtements, chaussures, produits alimentaires, BTP, etc.) (GABAS ; RIBIER 2015). Cette situation est ainsi à l'initiative de la création du FOCAC (Forum On China Africa Cooperation), mise en place par la Chine pour élargir la coopération économique entre elle et l'Afrique et dont le principe concerne l'égalité et le bénéfice mutuel. De 1992 à 2004, déjà sept personnalités malgaches avaient visité la Chine et dix personnalités chinoises s'étaient rendues à Madagascar⁶. Et c'est dans cette perspective que nous verrons dans cette seconde partie, un premier chapitre s'intitulant la relation économique entre la Chine et Madagascar. Puis, nous verrons dans un second chapitre le commerce extérieur de Madagascar et ses échanges commerciaux avec la Chine.

⁶ www.ambamadbeijing.com accédé le 20/03/2019

Chapitre 1: La relation économique entre la Chine et Madagascar

Les échanges commerciaux entre l’Afrique et la Chine se sont multipliés depuis les années 1980, afin d’atteindre cent six milliards de dollars en 2008⁷, ce qui fait de Pékin le deuxième partenaire commercial de l’Afrique déjà à cette époque. Ces échanges correspondaient pour 52% aux exportations de matières premières africaines à destination de l’industrie chinoise, et pour 48% aux exportations chinoises de produits manufacturés à bon marché. Pour Madagascar, un pays de l’Afrique Subsaharienne, la présence chinoise ne date pas d’hier. En effet, depuis 1972, Madagascar a reconnu la souveraineté de la Chine sur Taiwan, et a vu ses relations avec la République Populaire de Chine (RPC) s’étendre sur de nombreux domaines. Dans les années 1975 à 1991, sous la présidence de Didier RATSIRAKA, la Chine s’est déjà engagée à la reconstruction de la RN2 (Route Nationale numéro 2) reliant Antananarivo à Toamasina, à la construction d’hôpitaux mais aussi à l’édification du stade de Mahamasina par la Société Sino-malgache des Travaux Publics (SMATP) (PELLERIN, 2011). Mais quand on parle de développement des relations bilatérales, on parle également de développement des relations économiques, notamment sur les échanges commerciaux dont il est sujet dans ce chapitre. Dans ce chapitre, nous aurons à voir dans une première section la stratégie de la Chine dans sa coopération avec les pays de l’Afrique dont Madagascar, puis la seconde section les IDE chinois à Madagascar : caractéristiques et évolutions.

⁷Ministère du Commerce de la République Populaire de Chine

Section 1 : La stratégie de la Chine dans sa coopération avec les pays de l'Afrique, dont Madagascar

1.1 La stratégie de financement : une stratégie de pénétration de la chine en Afrique

En réalité, sur le plan financier, la Chine possède une réserve de change colossale de plus de 1900 milliards de dollars qui ont pour l'essentiel mis à disposition de l'*Exim Bank* ou CEIB (*China Export-Import Bank*), afin de mener sa politique d'investissement à l'étranger. L'*Exim Bank* qui est une banque étatique joue un rôle essentiel dans la rétrocession de prêts gouvernementaux étrangers et a été mandaté par l'Etat Chinois pour proposer des prêts à des conditions préférentielles. Cette banque a aussi pour mission de négocier des contrats en travaux publics ou tout type d'investissement à l'étranger, en particulier vers l'Afrique. Sur le plan opérationnel, le gouvernement chinois a mis à contribution les secteurs essentiels de l'économie. De ce fait, dans le domaine des matières premières énergétiques, les sociétés chinoises telles que la *China National Petroleum Corporation* (CNPC) et la *China Petroleum and Chemical Corporation* (CPCC) mettent en œuvre une politique d'approvisionnement énergétique par l'exploitation à des conditions avantageuses de champs pétroliers dans de nombreux pays africains. En juin 2011, la CNPC a livré la première raffinerie de produits pétroliers à l'Etat Tchadien. En contrepartie, pendant 99 ans, la Chine exploitera cette raffinerie à travers la CNPC à hauteur de 60%. En somme, toutes les entreprises se sont octroyées une part importante dans les projets d'infrastructures en Afrique : en électricité (33%), transports (33%) et télécommunications (17%). Etant donné que les transports par routes et voies ferrées sont dans un état lamentable et requièrent trois fois plus de temps qu'en Asie, c'est pour ça que les investisseurs internationaux sont très peu attirés par l'Afrique noire, même si les coûts de la main-d'œuvre sont très bas. Cependant, il est important de préciser que dans la politique chinoise d'investissement pratiqué en Afrique, il n'y a pas de transfert de technologie alors que les chinois eux même imposent aux investisseurs européens et américains le transfert de technologie, un bon exemple que l'Afrique devra imiter.

1.2 La stratégie d'aide de financement de Madagascar par la Chine

L'aide constitue une autre forme d'instrument que le gouvernement chinois emploie pour renforcer ses liens avec ses partenaires pays africains dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Cette stratégie d'aide de la Chine repose sur un certain nombre de principes dont le plus célèbre est le principe du « gagnant-gagnant ». Des conventions sont alors signées dans le cadre de la coopération sino-malgache, et ça dans un certain nombre de domaines (VONINIRINA RAZAKARIVELO, 2014):

- L'accord sur la promotion et la protection réciproque des investissements entre le gouvernement de Madagascar et le gouvernement de la République Populaire de Chine en novembre 2005 ;
- La convention de don pour la lutte contre la sécheresse ;
- La convention de don pour la mise en œuvre du projet de recherche et de développement du riz hybride à Madagascar.
- L'accord sur la construction des infrastructures (route, école, usine de sucrerie, usine pharmaceutique, etc.)

1.2.1 Les formes de l'aide de la Chine

L'aide accordée par la Chine pour Madagascar se trouve souvent octroyée sous-forme de *dons*, de *subventions*, ainsi que des *prêts sans intérêts ni conditionnalité*. Selon le cas, les dons concernent surtout des projets qui mènent au développement des ressources humaines tels les uniformes scolaires dans les EPP (Ecole Primaire Public), et les bourses d'études. La coopération technique quant à elle concerne le bien-être de la population (lutte contre la sécheresse, recherche sur le riz hybride, les infrastructures). Aussi, cette aide peut revêtir la forme de projet clés en main⁸ (le Palais des Sports à Mahamasina, l'hôtel 5 étoiles d'Ivato, et le Centre de Conférence Internationale d'Ivato).

⁸ Les projets clés en main sont des projets à investissements productifs réalisés dans les pays bénéficiaires à l'aide de ressources financières accordées par la Chine (dons, prêts à taux zéro). Pour ce type d'aide, la responsabilité de la réalisation des projets incombe à la Chine qui assure à la fois les travaux préparatoires (études, enquête, etc.), la fourniture des équipements et matériaux, la construction, ainsi que la surveillance.

1.2.2 Les projets financés par la Chine : une forme d'aide

L'aide de la Chine pour Madagascar est évidemment sous forme d'appui projet couvrant plusieurs domaines (tourisme, agriculture, aide humanitaire, éducation, la santé, et les infrastructures). Dans le domaine du tourisme, il y avait le projet de construction d'un hôtel 5 étoiles d'Ivato d'un coût total de 50 millions \$ contracté par le Gouvernement chinois afin d'accueillir le Sommet de l'Union Africaine en 2009. Dans le domaine de l'agriculture, la Chine s'engage pour l'assistance technique au centre pilote de riz hybride à Mahitsy (avec un montant de 599.700 \$) et par la fourniture des semences de riz hybrides, des dons d'une valeur de 494.753\$. Dans le domaine de l'éducation, la Chine a fait don de la construction de trois écoles primaires (dont la valeur s'élève à 1.499.250 \$), et a fournit aussi un don de 9 millions de \$ pour l'achat d'uniformes scolaires. Et finalement dans le domaine de l'infrastructure, le géant asiatique a financé l'aménagement d'une route menant au Centre de Conférence Internationale d'Ivato (CCI) à titre de don (à 3,6 millions \$).

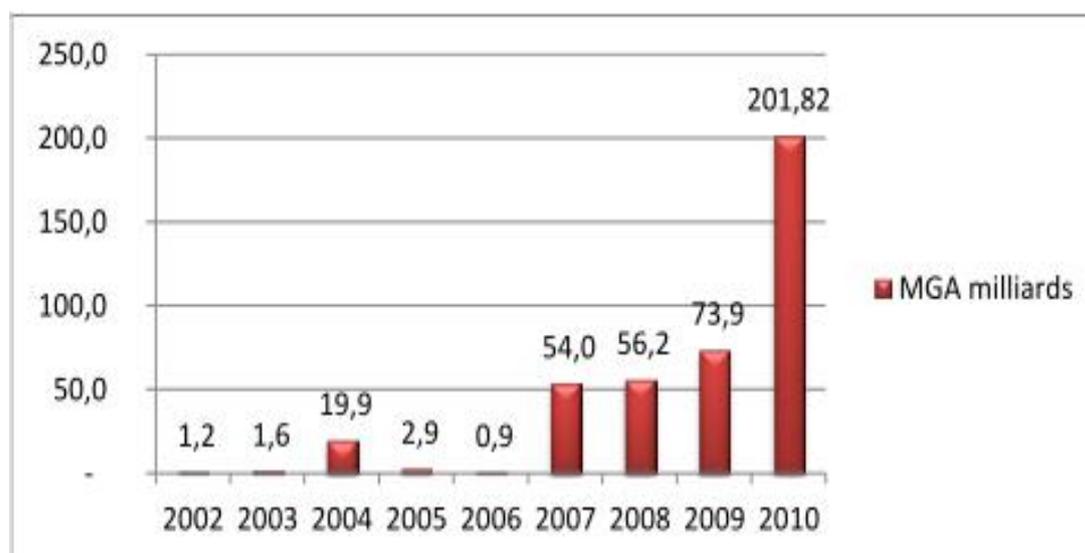
Après avoir parlé dans cette section de la stratégie de financement de la Chine à l'Afrique, une des façons pour la Chine d'implanter ses entreprises d'investissements sur le sol Africain ; et aussi la stratégie de financement de la Chine à Madagascar, un autre moyen de s'implanter à Madagascar, nous allons maintenant voir dans la section qui suit les IDE chinois à Madagascar.

Section 2 : Les Investissements Directs Etrangers chinois à Madagascar : caractéristiques et évolution

2.1 Les caractéristiques des IDE chinois à Madagascar

La Chine est classée au 11^{ème} rang parmi les investisseurs recensés par la BCM en 2009 (Banque centrale de Madagascar, 2009) avec un montant estimé à 57,8 milliards MGA (28,9 millions USD). La Grande Bretagne arrivait en tête avec 2.121 milliards MGA (1,06 milliard USD) suivie par le Canada (1.295,1 milliards MGA), le Japon (701,1 milliards MGA), la Corée du Sud (532,5 milliards MGA) et la France (271, 8 milliards MGA). En effet les IDE chinois sont jugés moindres par rapport à ceux des autres investisseurs traditionnels de Madagascar. Mais l'on remarque selon la figure ci-dessous un rapide accroissement en volume au cours de 2008 à 2010. De 1,2 milliard MGA en 2002, le stock d'IDE est passé à 19,9 milliards MGA en 2004, a fortement baissé pour atteindre 0,9 milliard MGA en 2006 puis a augmenté rapidement à partir de 2007 pour atteindre 201,82 milliards MGA (100,91 millions USD) en 2010.

Figure 1 : Evolution des stocks d'IDE chinois de 2002 à 2010



Source : à partir des données d'après enquête IDE/IPF de la BCM (VONINIRINA RAZAKARIVELO, 2014)

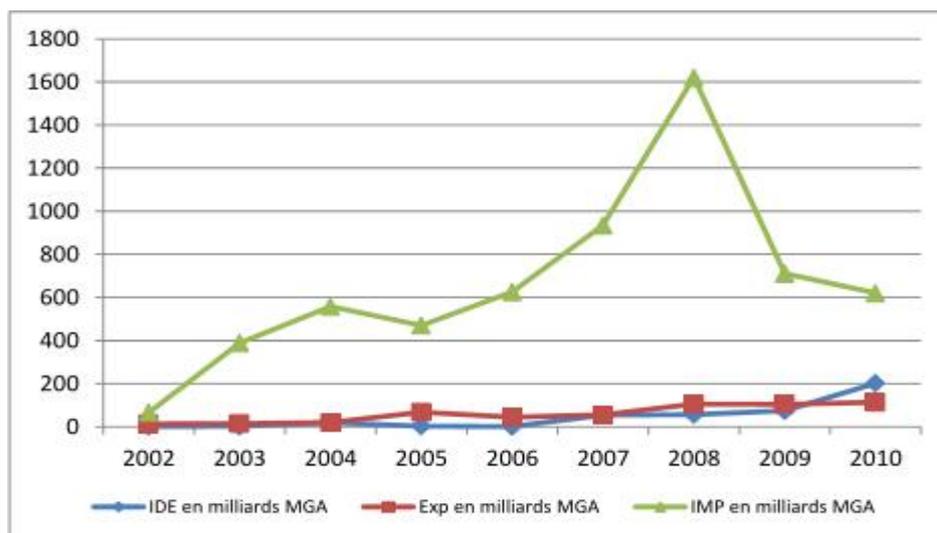
2.2 Les branches d'activités d'IDE chinois à Madagascar

La Chine est devenue en 2005 parmi les principaux pays investisseurs de Madagascar. Depuis, elle s'est engagée dans six branches d'activités à Madagascar. Il est à noter que la structure d'IDE chinois a reflété la prédominance de la branche des « activités extractives » (97,2% du stock d'IDE, soit 76,4 milliards MGA) (BCM, 2005). Les activités de fabrication a été le deuxième type d'activité intéressant les investisseurs chinois à Madagascar. Les branches « commerce », « transports, auxiliaires de transport et communication », « activités financières » et « immobilier, location et services rendus aux entreprises » ont constitué le tout les 0,4% du stock d'IDE de la Chine en 2005, soit 348,2 millions MGA (BCM, 2004-2005). Et c'est entre 2009 et 2010 que les investissements chinois se focalisaient principalement sur la construction et les Bâtiments et Travaux Publics (BTP). En 2011, le stock d'IDE chinois dans les activités extractives s'élevait à 100,91 millions USD par l'octroi à la société chinoise *Wuhan Iron and Steel* (Wisco) d'un permis d'exploitation du fer de Soalala (à l'ouest de Madagascar) avec un montant estimé à 8 milliards USD, et qui se trouve parmi les grands projets miniers importants sur l'île. La Chine a ainsi rejoint le groupe des grands investisseurs de Madagascar que sont le Royaume-Uni, le Canada, le Japon, la France, l'Ile Maurice, l'Italie et les Etats-Unis (ces neuf pays représentent 90% de l'ensemble du stock d'IDE en 2010). De même, la société *Changyi Zhangyuan Tungsten*, originaire de Guanzhou a aussi obtenu en 2007 un permis d'exploitation minière à Maevatanana pour l'exploration aurifère (PELLERIN, 2011). D'autres domaines dans lesquels des investisseurs chinois se sont intervenues sont la construction d'une nouvelle cimenterie avec l'entreprise chinoise *Maloci*, la location gérance de la Société Siramamy Malagasy (SIRAMA) confiée à une société chinoise. Dans le domaine de la construction, la Société de l'économie extérieure et de construction de Madagascar (SOGECO), filiale de la société d'État *Anhui Fergen Construction Company* (AFEC), s'est vue également octroyer deux importants contrats de construction d'un hôtel cinq étoiles à Ivato et le Centre de Conférence International d'Ivato (CCII) (PELLERIN, 2011). Dans le domaine des télécommunications encore, on note la présence de *Distacom* (de Hong Kong) dans le capital de TELMA S.A. lors de sa privatisation en 2004-2005. Les autorités de la transition à l'époque ont émis le souhait de développer davantage la coopération sino-malgache par des annonces officielles telles prévoyant la construction de « la plus grande cimenterie de l'océan Indien », un tramway dans la capitale (10 000 logements sociaux et un renouvellement de la flotte d'Air Madagascar) et dont la réalisation sera confiée à *China International Fund* (CIF) (PELLERIN, 2011).

2.3 Le commerce extérieur avec la Chine et l'IDE chinois

Comme dans le cas de tout autre pays de l'Afrique Subsaharienne, ce sont les importations en provenance de la Chine qui prennent une place importante, avec une très grande évolution. Certes, les IDE chinois sont des moyens pour la Chine de protéger ses approvisionnements qui se trouvent en grande partie en Afrique, mais dans le cas de Madagascar, un pays qui ne figure pas parmi ses principaux pays partenaires africains en termes de relation commerciale, la similarité de l'île avec les pays Africains moins développés se trouve dans l'importance de l'importation en provenance de la Chine surtout dans la période de 2002 à 2009. Un pic a été constaté en 2008 avec un montant de 1.620,25 milliards MGA selon la figure ci-dessous. Les IDE ont peu évolué jusqu'en 2006 afin de prendre son envol à partir de 2007 avec 54 milliards MGA. Et concernant les exportations de Madagascar vers la Chine, elles ont globalement tendance à augmenter à partir de 2007. La crise de 2009 a causé une chute des importations, de près de 56%, et une stagnation des exportations à environ 104 milliards MGA. Mais les IDE par contre ont connu une augmentation de près 31,5%. Cette tendance à la hausse des IDE chinois s'est poursuivi en 2010 avec un montant important de 201,8 milliards MGA.

**Figure 2 : Evolution des entrées des IDE à Madagascar de 2002 à 2010
(En % du PIB)**



Source : à partir des données de l'UNCTAD Stat 2012 (VONINIRINA RAZAKARIVELO, 2014)

On a ainsi parlé dans ce chapitre des stratégies de la Chine pour renforcer le contact avec les pays Africains par le financement dont ces derniers s'attendent toujours afin de démarrer son économie. Pour Madagascar, comme dans d'autres pays africains moins développés, les dons, les prêts, ainsi que les subventions sont des aides financières que la Chine octroie dans le cadre de la coopération « sud-sud ». Mais il ne faut pas aussi oublier les Investissements Directs Etrangers chinois, qui ont déjà commencé à partir de 2005 à Madagascar son intervention dans l'activité d'extraction des produits miniers, et qui n'est autre qu'une forme de protection des approvisionnements en matière première pour la Chine. Nous allons finalement aborder sur le dernier chapitre qui se focalisera sur les échanges commerciaux de Madagascar avec la Chine. Dans ce chapitre, nous verrons en première section le commerce extérieur malgache, puis nous verrons dans la seconde et dernière section : La Chine à Madagascar : une menace ou une opportunité commerciale ?

Chapitre 2: Les échanges commerciaux de Madagascar avec la Chine

Madagascar tenait une relation interétatique avec la Chine depuis presque un demi-siècle. Comme dans la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne, cette relation s'est beaucoup intensifiée surtout ces dernières années. Si auparavant, les produits chinois étaient très peu connus des consommateurs malgaches, la grande Chine s'est hissée à la première place en termes d'origine des importations de Madagascar depuis 2003, dépassant la France (l'ancien colonisateur). Ce chapitre parlera de Madagascar et particulièrement sur sa relation dans le cadre des échanges commerciaux avec la Chine. Dans la section un, nous verrons le commerce extérieur malgache, et la section deux nous donnerons un piste de réflexion afin de savoir si la Chine représente une opportunité ou une menace commerciale pour Madagascar.

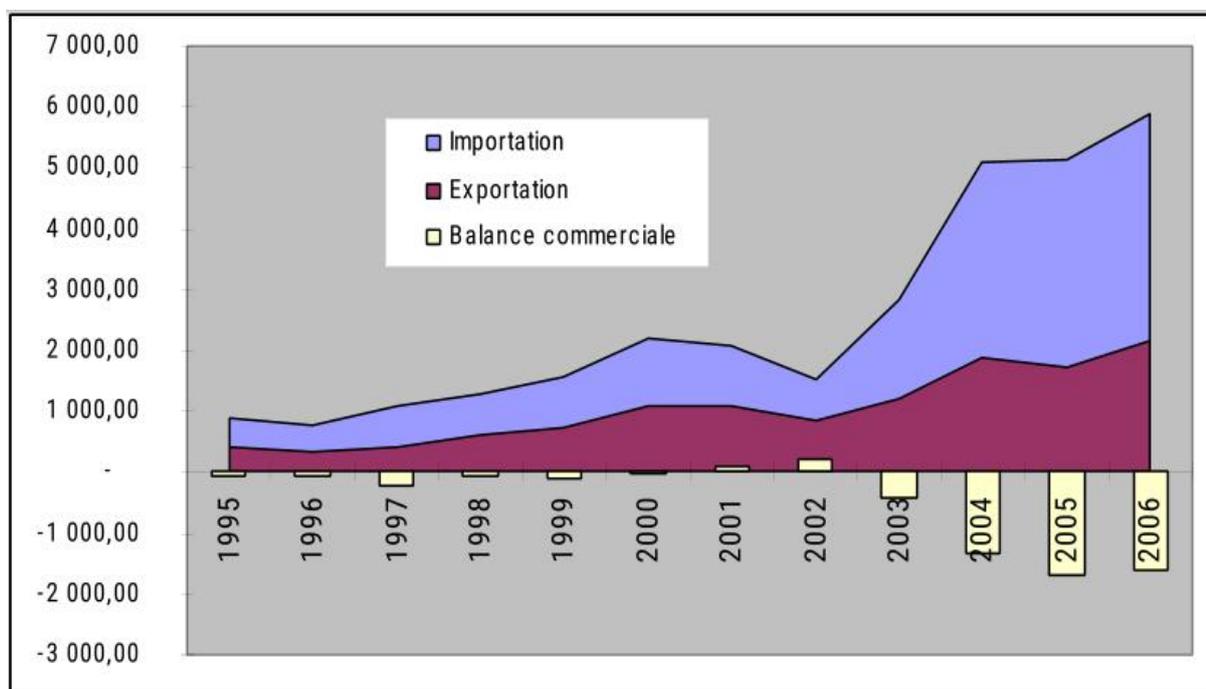
Section 1 : Le commerce extérieur malgache

La coopération bilatérale entre Madagascar et la Chine dans le domaine du commerce s'élargit sans cesse: les échanges commerciaux s'accélèrent rapidement, les investissements augmentent et se diversifient, ainsi que d'autres échanges dans les domaines culturels, éducatifs et humains. En effet, suite à une visite officielle de l'ancien Président malgache Marc RAVALOMANANA en Chine en 2004, la coopération économique entre les deux pays a été renforcée avec la création du *Malagasy Chinese Business Council* (MCBC), qui est une plateforme de dialogue et d'échange entre les opérateurs économiques malgaches et chinois. La signature de divers documents officiels témoigne le dynamisme des relations de coopération multiforme et multisectorielle entre les deux pays. Parmi ces signatures de documents officiels figure celle du 05 janvier 2007 qui constitue essentiellement le premier axe dans la relation sino-malgache en matière *commerciale*. Il s'agissait d'un accord concernant les règles d'origine des produits bénéficiant du traitement de Tarif douanier Préférentiel Spécial (TPS), accordé par la République Populaire de la Chine aux pays les moins développés de l'Afrique, dont Madagascar. La signature de cet accord offre l'occasion aux entreprises malgaches de percer le grand marché chinois. Il convient cependant d'approfondir la valeur, le volume et les principaux produits que Madagascar exporte vers la Chine et importe de la Chine.

1.1 Evolution du commerce extérieur de Madagascar avec la Chine

La Chine figure parmi les récents partenaires commerciaux de Madagascar. Certes, Madagascar entretenait des relations avec ce géant asiatique depuis quelques années après son indépendance mais ces relations restaient au niveau de la diplomatie et de l'entraide et les relations commerciales ne se sont développées que récemment. La valeur des importations chinoises de la grande île connaît un essor considérable, voir même une croissance exponentielle depuis les années 2000. Le graphe ci-dessous témoigne de l'évolution du commerce extérieur malgache de 1995 à 2006, concernant l'exportation et l'importation globale du pays.

Graphe 3 : Evolution du commerce extérieur de Madagascar de 1995 à 2006 (en Milliards Ariary)



Source : INSTAT

Malheureusement, Madagascar était toujours en déficit chronique, vu sa balance commerciale déficitaire. Dans sa relation commerciale avec la Chine, le classement en matière d'origine des importations de Madagascar a changé. Si la France a toujours été sur la première place, la Chine l'a dépassé depuis 2003. En 10 ans seulement, la part des produits chinois dans l'importation de Madagascar s'est presque multipliée par quatre en passant d'un taux de 6% en 1997 à celui de 23% en 2007 (RAZAFINDRAVONONA ; RAKOTOMANANA ; RAJAOBELINA, 2008).

Et en matière d'exportation vers ce géant asiatique, on a également connu une explosion pendant presque 10 ans, malgré que ce soit la France qui détient toujours à cette époque la première place. La part de l'exportation vers la Chine dans la totalité des exportations de Madagascar passe de 0,11% en 1997 à 2,16% en 2007. Par ailleurs, cette exportation vers la Chine s'est beaucoup diversifiée. Si en 1997, le pays ne vendait à la Chine que 17 variétés de produits, dix ans après, six fois plus de biens y ont été expédiés. Certes, l'évolution de l'exportation de Madagascar vers la Chine est peut-être promettant mais il se trouve que la balance commerciale entre les deux pays reste déficitaire et donne l'avantage à la Chine. La situation de déficit commerciale malgache s'explique par le fait que non seulement le volume des biens importés est plus élevé que celui des biens exportés mais aussi l'accélération des échanges est plus rapide dans les premiers (importation) que dans les deuxièmes (exportation), et cette accélération des importations de Madagascar est due en raison du prix bas des biens, bon marché pour les consommateurs malgaches, comme dans le cas de plusieurs pays d'Afrique, chez les moins développés. Ce constat implique que malgré l'ouverture grandissante de la Chine et l'existence d'accord préférentiel entre elle et Madagascar, les entreprises malgaches n'arrivent pas encore à bien percer le marché chinois et le flux sortant de produits malgaches vers la Chine n'arrive pas par conséquent à compenser le flux entrant des produits en provenance de ce géant asiatique. Il est également intéressant de noter que malgré la croissance rapide des échanges entre Madagascar et la Chine, les marchandises échangées restent encore minimes pour le géant asiatique. Comme en témoignent les Tableaux (cf. annexe 3), Madagascar ne figure pas encore parmi les principaux partenaires commerciaux de la Chine en Afrique. Il ne fait partie ni des principales origines des importations chinoises ni des principales destinations des exportations pour Madagascar.

1.2 Les exportations et les importations de Madagascar avec la Chine

a) Les exportations de Madagascar vers la Chine

En 2006, 86% des exportations de Madagascar vers la Chine sont des matériaux combustibles. Ces produits exportés à destination en Chine représentent 25,7% de l'ensemble des produits exportés par Madagascar. Viennent en deuxième position les produits manufacturés et les produits chimiques. (RAZAFINDRAVONONA ; RAKOTOMANANA , RAJAOBELINA , 2008).

Tableau 4 : Exportation de Madagascar vers la Chine en 2006

	2006		
	Chine (en Milliers de USD)	Total (en Milliers USD)	Part de chine par rapport au total
Nourriture et animaux vivants	101	324 695	0,03%
Boissons et tabac	0	2 451	0,00%
Matériaux bruts, non comestibles, excepté des carburants	19 090	74 311	25,69%
Minéraux Combustibles , lubrifiants et matières apparentées	265	79 622	0,33%
Huiles animales et végétales, graisses et cires	0	665	0,00%
Produits chimiques et produits connexes, n.e.s.	621	15 134	4,10%
Produits manufacturés classifiés principalement par le matériel	1 426	69 278	2,06%
Machines et équipement de transport	255	25 129	1,02%
Divers Articles manufacturés	131	404 497	0,03%
Produits et transactions non classifiés ailleurs	0	31	0,00%
Total	21 890	995 813	2,20%

Source : INSTAT

b) Les importations de Madagascar venant de la Chine

En termes d'importation, la part des importations de Madagascar en Chine évolue très rapidement, en passant de 3,7% en 1995 à 17,8% en 2006. Les produits manufacturés restent au premier rang des produits d'importation venant de la Chine. Les « machines et équipements de transport » sont au second rang, qui sont en nette progression depuis 1995. Cette situation découle par le fait que la relation entre la Chine et Madagascar devient de plus en plus importante. En 2006, plus de 77% des biens importés venant de la chine sont des produits manufacturés, et représentent 39% des produits importés par Madagascar.

Tableau 5 : Importation de Madagascar en provenance de la Chine en 2006

	2006		
	Chine (en Milliers USD)	Total (en Milliers USD)	Part de chine par rapport au total
Nourriture et animaux vivants	820	200 210	0,41%
Boissons et tabac	197	5 728	3,45%
Matériaux bruts, non comestibles, excepté des carburants	250	25 093	1,00%
Minéraux Combustibles , lubrifiants et matières apparentées	2 294	328 585	0,70%
Huiles animales et végétales, graisses et cires	31	49 811	0,06%
Produits chimiques et produits connexes, n.e.s.	17 263	150 565	11,47%
Produits manufacturés classifiés principalement par le matériel	203 235	519 027	39,16%
Machines et équipement de transport	50 115	336 960	14,87%
Divers Articles manufacturés	37 262	134 015	27,80%
Produits et transactions non classifiés ailleurs	0	935	0,00%
Total	311 468	1 750 929	17,79%

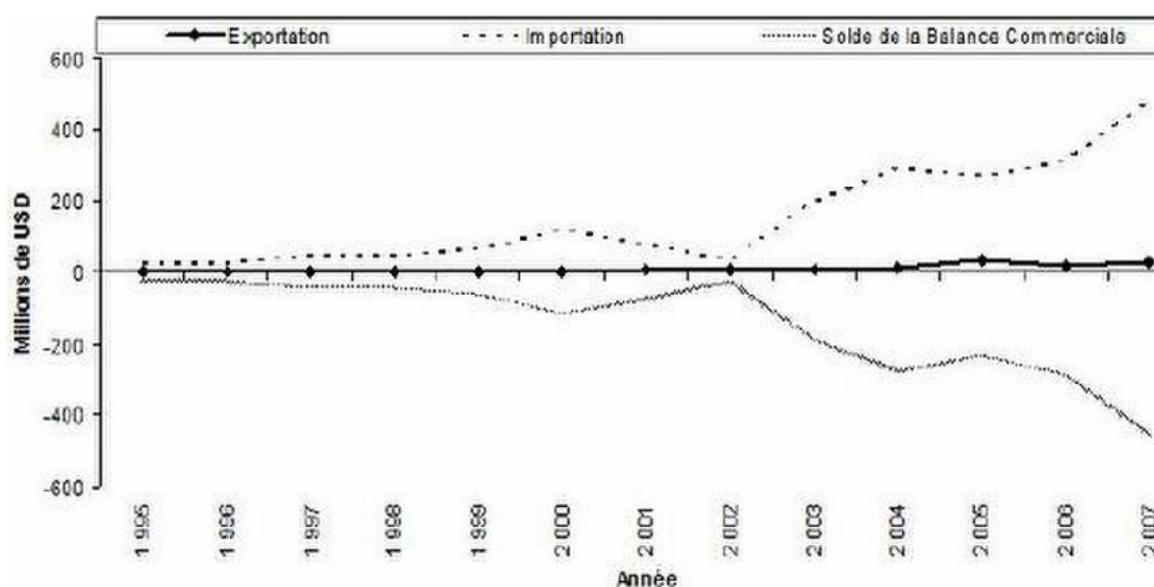
Source : INSTAT

Parmi les principaux produits d'importation figurent aussi les produits chimiques, et dont la Chine gagne 11,5% des importations totales. Si telles sont les manifestations du commerce extérieur malgache avec la Chine, reste à savoir si le pays gagne ou perd.

Section 2 : La Chine à Madagascar : une menace ou une opportunité commerciale ?

Depuis 2000, la balance commerciale de Madagascar est restée déficitaire, les exportations étant largement inférieures aux importations. Cette structure de la balance commerciale risque d'être bouleversée par les investissements miniers et pétroliers chinois, pour ne pas évoquer les exportations illégales de bois de rose à destination de la Chine, d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars. Le graphe ci-dessous montre ce déficit flagrant de la balance commerciale du pays, on sait que depuis l'année 2003, l'importation du pays ne cesse de s'accroître, une des raisons expliquant ce déficit commerciale.

Graphe 4 : Evolution des balances commerciales de Madagascar avec la Chine (en millions USD)



Source : INSTAT

Les pays bénéficiaires au commerce avec la Chine sont ceux qui exportent les produits dont la Chine importe (**une opportunité d'extension du marché**) ou les pays qui importent les biens exportés par les chinois (**avantage engendré par la baisse des prix**). Les pays perdants sont ceux qui exportent les produits exportés par la Chine (**concurrence à l'exportation et baisse des prix**) ou ceux qui importent les produits importés par la Chine (**hausse des prix**).

Dans l'ensemble des pays de l'Afrique, les résultats du commerce avec la Chine dévoilent qu'il y a plus d'économies subsahariennes gagnantes que perdantes. La plupart des gains viennent de l'importation de biens dont la Chine exporte, quoique d'autres pays soient aussi bénéficiaires grâce à l'exportation de produits qui sont demandés par le géant asiatique (les produits miniers). Pour le cas de Madagascar, l'analyse révèle qu'il y a à la fois un secteur gagnant et un secteur perdant dans l'échange avec la Chine. Le gain vient essentiellement de l'importation de bien exporté par la Chine, donc de la possibilité de s'approvisionner à bon marché. La perte quant à elle tient sa source de l'importation de produit qui est aussi importé par le géant asiatique. Dans ce cas, Madagascar est pénalisé par la hausse du prix international du bien engendrée par la demande supplémentaire chinoise. Les tableaux ci-dessous montrent les différents secteurs gagnants et perdants dans l'importation et l'exportation de Madagascar :

Tableau 6 : Les secteurs gagnants et perdants indirect dans l'exportation de Madagascar

10 premiers produits d'exportation de Madagascar	Exporté par la Chine (secteur perdant)	Importé par la Chine (secteur gagnant)
Vêtements et accessoires du vêtement	X	
Poissons, crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	X	
Café, thé, cacao, épices et produits dérivés		
Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes		X
Légumes et fruits	X	
Papiers, cartons et ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton	X	
Articles minéraux non métalliques manufacturés		
Engrais bruts et minéraux bruts		
Matières brutes d'origine animale ou végétale		
Sucres, préparations à base de sucre et miel		X

Sources : Direction des Douanes malgaches et chinoises (Base de données DATASTREAM)

Dans l'exportation de Madagascar, le secteur textile (vêtements et habillements), les produits agricoles et les produits de la pêche (poissons, crustacés, légumes et fruits), et enfin les produits manufacturés comme les papiers, sont des domaines dans lesquels le pays est perdant en participant au commerce international, puisque la Chine exportent également ces mêmes produits. Malheureusement, Madagascar est encore perdant dans le commerce vis-à-vis de la Chine dans l'importation des biens comme le coton, des produits textiles et des chaussures, ainsi que des produits agricoles (riz et céréales). L'île ne subit que des concurrences déloyales chez les producteurs nationaux en important ces produits qu'on peut acquérir localement.

Tableau 7 : Les secteurs gagnants et perdants dans l'importation en provenance de la Chine

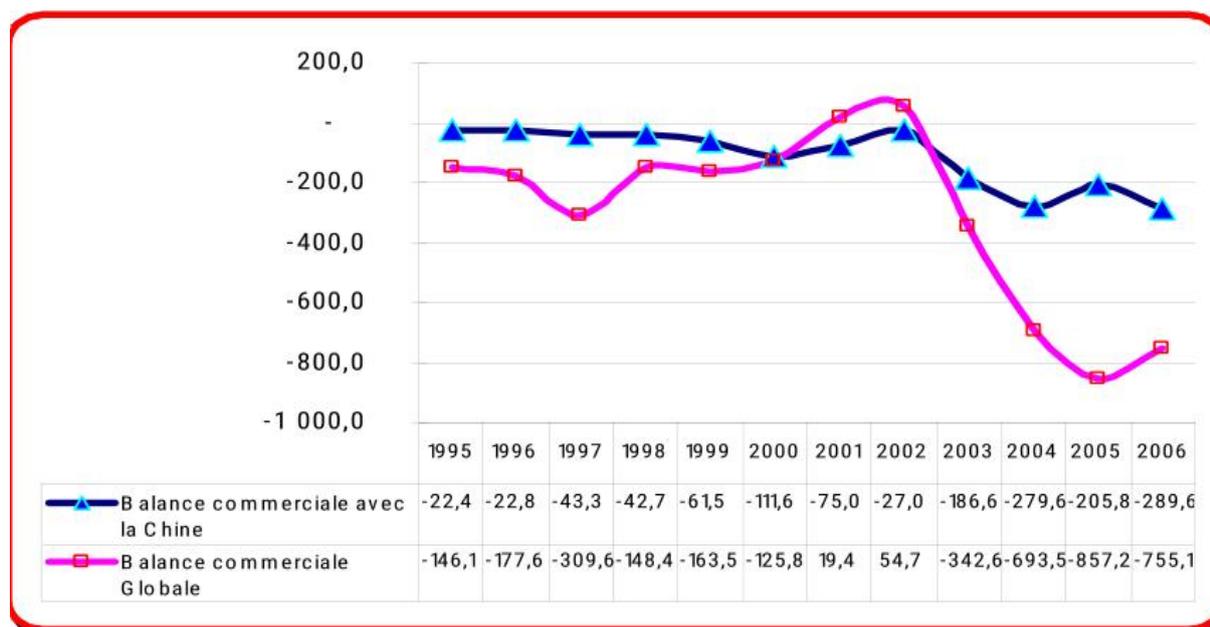
10 premiers biens importés de la Chine	Déjà produits localement (Secteur perdant)	Non fabriqués localement (Secteur gagnant)
Fils et tissus en soie, laine, coton et lin	X	
Vêtements et accessoire de vêtements	X	
Générateurs, transformateurs, accumulateurs et conducteurs électriques		X
Moteur, machines et appareils mécanique, électriques et électroniques		X
Fils et tissus synthétiques		X
Véhicules, tracteurs et motocycles		X
Fer, acier et ouvrages en fer ou en acier		X
Riz et autres céréales	X	
Produits chimiques, Médicaments et produits pharmaceutiques		X
Chaussures	X	

Source : Direction des douanes

En se basant sur l'analyse des données statistiques disponibles, Raphael Kaplinsky et Morris (2007) concluaient que la présence de la Chine en Afrique Sub-saharienne est principalement motivée par la recherche de matières premières (pétrole et autres produits de base) nécessaires à soutenir le développement de son industrie manufacturière et à ses investissements en infrastructures. Si cette présence chinoise a apporté une impulsion positive à quelques économies sub-sahariennes exportatrices de biens primaires, ses impacts sur l'industrie manufacturière (que ce soit destinée au marché intérieur ou à l'exportation) ont été défavorables. Même certains des avantages liés à l'explosion des prix des produits de base sont ambigus, ils sont souvent associés à une hausse des taux de change, à la corruption et à des violents conflits. Dans leurs analyses sur l'impact indirect de la croissance chinoise sur le secteur textile des pays d'Afrique sub-saharienne, ces auteurs se sont aperçus que suite à la suppression de l'Accord Multifibres, les exportations de vêtements des pays d'Afrique sub-saharienne perdent la compétitivité face à l'offre chinoise. La preuve est que les exportations de produits textiles à destination des Etats-Unis baissent pour les pays sub-sahariens bénéficiaires de l'*African Growth Opportunities Act* (AGO) alors qu'elles affichent une hausse conséquente pour la Chine entre 2004 et 2006. Pour Madagascar, cette baisse est évaluée à -24,2%. Les auteurs mentionnent néanmoins que cette baisse connue par Madagascar est également due en partie à une réorientation des exportations vers d'autres marchés comme l'Union Européenne et l'Afrique du sud. Il est complexe de dire que l'économie de Madagascar ou ses secteurs économiques sont bénéficiaires ou perdants dans l'échange grandissant entretenu avec la Chine. En effet, « *La chine dispose d'un réservoir de main d'ouvre non qualifiée et un potentiel considérable de personnel qualifié qui leur permettent*

d'être compétitive sur de très nombreux marchés. Si elle a dépassé les Etats Unis pour devenir le premier exportateur mondial de produits relevant des technologies de l'information et de la communication pour la plupart fabriqués par des filiales étrangères, la Chine domine également les marchés de biens peu sophistiqués et son offre est adaptée à la demande des pays en voie de développement. Pour le cas de Madagascar, les matériels Tic provenant de la Chine occupent une place importante qui représente environ 4% des importations en valeur. » (RAMIANDRISOA ; RAZAFINDRAVONONA ; RAMIANDRISOA, 2008). On peut constater alors que Madagascar possède aussi d'un réservoir de mains d'œuvres peu qualifiés, mais qui peuvent profiter des transferts de technologies des firmes IDE comme l'exige les chinois chez eux envers les entreprises d'IDE.

Graph 4 : Evolution des balances commerciales avec la Chine et de la balance commerciale globale de Madagascar (en millions USD)



Source : INSTAT

D'après ce graphe, on voit que si les échanges de Madagascar avec la Chine connaissent un essor considérable pendant la décennie de 1996 à 2006, la balance commerciale de Madagascar avec la Chine reste déficitaire et tend à se creuser, sans plus parler de la balance globale. En 1995, le déficit commercial avec la Chine était de -22,4 Millions USD en 1995, il est de -298,6 Millions USD en 2006 (RAMIANDRISOA ; RAZAFINDRAVONONA ; RAMIANDRISOA, 2008). Durant une décennie, le déficit se multiplie donc de dix fois. Mais en 2008, les importations

malgaches étaient majoritairement composées de produits chinois, dont 50 % de la valeur était destinée aux entreprises de zones franches, notamment dans le domaine du textile (en très grande majorité venues de Taïwan et Hong-Kong). Or, deux-tiers de ces importations ne sont pas destinées au marché intérieur malgache, mais à la fabrication locale avant réexportation vers les marchés européen et américain. Comme dans la plupart des pays africains, les importations de produits chinois et la présence de commerçants chinois sont fréquemment accusées de casser l'industrie malgache et de concurrencer les petits commerçants locaux. Le quartier de Behoririka, dans le centre d'Antananarivo, qualifié à tort de *Chinatown*, concentre un nombre considérable de boutiques et de commerçants chinois en apparence concurrentes des vendeurs malgaches. Mais il convient de rappeler que le régime foncier à Madagascar interdit la propriété aux étrangers et la quasi-totalité des Chinois bénéficient de baux, à l'exception des rares naturalisés Malgaches. Les magasins restent donc la propriété de Malgaches. En outre, si les boutiques de commerce sont dirigées par des Chinois (notamment les boutiques *Globe*, *Venice*, *Advance Center*), celles-ci sont composées d'une multitude de stands loués à près de 80 % à des Malgaches. Par ailleurs, les commerçants chinois sont peu à peu devenus concurrencés par des Malgaches. En effet, la mise en place d'une ligne directe Antananarivo Guangzhou par Air Madagascar en 2007 a permis à bon nombre de Malgaches de contourner les intermédiaires chinois et de s'approvisionner directement auprès de fournisseurs basés en Chine. Des Malgaches ou « d'anciens Chinois » ont d'ailleurs exploité ce filon en établissant quelques hôtels à Guangzhou et en offrant sur place des services d'interprétariat et d'intermédiation.

Les relations commerciales avec la Chine présentent conditionnellement des opportunités indéniables pour les pays moins développés comme Madagascar. En effet, pour Madagascar, les évolutions des importations et exportations avec la Chine ne se font pas au même rythme, entraînant un déséquilibre du commerce, mais une précaution peut être mise en place par le gouvernement en place, en appliquant la politique commerciale du protectionnisme à son intérêt.

CONCLUSION

Le retour de la Chine sur le continent Africain est lié surtout à l'extraversion de l'économie chinoise et à la mutation de son tissu productif par les réformes de Deng Xiaoping en fin 1978. Comme l'on constate l'intensification des échanges entre la Chine et les pays de l'Afrique, lesquels ont été multipliés par 100 depuis le début des années 1980 pour atteindre plus de 100 milliards de dollars en 2008 (106,8 milliards de dollars), la logique commerciale a pris ainsi le dessus de toute forme de relation des pays de l'Afrique avec la Chine. Actuellement, la Chine ne cesse d'élargir son champ d'action, ainsi que de renforcer sa présence en Afrique, un traditionnel domaine particulier des puissances occidentales. Et en plus de sa place importante dans le commerce international, la relation est devenue symbolisée par le FOCAC lancé en 2000 à l'initiative de Pékin. Dans les échanges commerciaux de Madagascar avec la Chine, la situation est paradoxale. En effet, en regardant les chiffres et les pourcentages, la grande île ne profite pas, n'a jamais profiter, et pas même dans l'intention de profiter d'une relation commerciale avec la Chine à cause des déficits chroniques de sa balance commerciale. Mais dans les stratégies de coopération de la Chine chez les pays africains moins développés comme à Madagascar, on constate surtout que l'aide financière octroyée et transformée souvent en des projets de développement pour le pays (travaux des infrastructures : routes, écoles, hôpitaux, etc.) semble être dans le besoin de la population que le gouvernement en place n'arrive pas à réaliser sans les chinois. A Madagascar comme dans les pays pauvres en Afrique, ce qui se passe souvent est que cette aide financière est accordée avec un octroi des permis d'exploitation des ressources minières et pétrolières, entraînant un conflit entre les chinois et les soi-disant propriétaires de la terre accaparée par les chinois. Ce sont le système foncier et la corruption dans la hiérarchie malgache qui constituent en générale cette situation. Même si des pays pauvres de l'Afrique tels Madagascar bénéficient la plupart du temps d'un financement des travaux des infrastructures, des dons et des subventions, etc. Certains pays africain s'en sort bénéficiaire en terme de financement par la Chine et surtout sur les échanges commerciaux à balance positif avec elle (comme l'Angola, l'Afrique du Sud et tant d'autres). Malgré la diversité et la multiplicité des dimensions de la relation sino-africaine, les pays riches de l'Afrique savent très bien manipuler certaines formes de relation avec la Chine à leur profit, et ceux surtout dans le domaine du commerce en plus des systèmes appliqués par le gouvernement vis-à-vis de la Chine. Cela pour dire que pour les malgaches, ainsi les relations commerciales avec les chinois peuvent constituer à la fois une opportunité, à conditions d'en conserver les intérêts qu'ils peuvent saisir, et une

menace si le gouvernement ne prend pas en compte les impacts des contrats qu'il signe avec les chinois. En effet, les routes achevées par les travailleurs chinois peuvent constituer entre autre une facilité de voie pour acheminer les produits miniers et pétroliers aux ports malgaches à destination de la Chine. En matière d'investissement direct étranger, le poids des investisseurs chinois n'est pas négligeable et continue à s'intensifier. Cela peut présenter un avantage selon lequel les sociétés chinoises sont parmi les pourvoyeurs d'emplois à Madagascar, mais en tout cas, ces investisseurs chinois ont l'ambition de couvrir tous les secteurs à Madagascar, constituant un enjeu majeur pour le pays, dans une situation où les chinois contrôlent tout dans notre pays et par le fait que contrairement aux américains, les chinois ne se préoccupent que du domaine économique, et délaisse la question de bonne gouvernance et de démocratie. Sans avoir oublier sa stratégie de soft power. Dans ce cas, quel regard porter sur l'engagement chinois à Madagascar? Quels en sont les enjeux réels et les implications concrètes de cette présence croissante de la Chine sur terre malgache?

BIBLIOGRAPHIES:

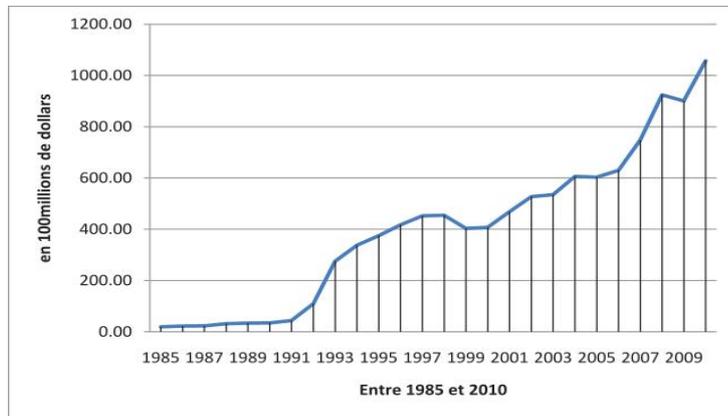
- Arrow, K., (1971), *Essays in the Theory of Risk-Bearing*, Amsterdam: North-Holland, 278 p.
- Banque Centrale de Madagascar /INSTAT. « Enquête IDE/IPF 2006-2007-2008-2009 »
- Bergeron M., 1976. Les fondements de la théorie d'Heckscher-Ohlin. *L'actualité économique*, volume 52, Numéro 2, avril-juin 1976, pp. 243-248
- Constantin C, Deblock C, 2004. Le yuan et la nouvelle alliance économique entre les Etats-Unis et la Chine. *Études internationales*, Vol. 35, N° 3, pp. 515-534
- Chaponnière J.-R., 2008. Les échanges entre la Chine et l'Afrique. Situation actuelle, perspectives et sources pour l'analyse. *STATECO N° 100* (2008)
- Cheng L.K., Kwan Y.K., 2000, « what are the determinations of the location of the foreign direct investment? The Chinese experience ». in *Journal of international Economics* 51, pp. 379-400
- Cheung K., Lin P., 2003, «Spillovers effect of FDI on innovation inChina : evidence from the provincial data». in *China Economic Review*
- Delcourt L., 2011. La Chine en Afrique: avantages ou inconvénients pour le développement . *CETRI*, avril, www.cetri.be/spip.php?article927&lang=fr.
- Razafindravonona J., Rakotomanana E., Rajaobelina J., « *ETUDE SUR LES ECHANGES ENTRE MADAGASCAR ET LA CHINE* », *Madagascar Janvier 2008*.
- Findlay R., 1978. Some Aspect s of Technology Transfer and Direct Foreign Investment. *American Economic Review*, 68 (2) , pp 275 -279
- Fisher H., «The Portugal Trade: A Study of Anglo-Portuguese Commerce 1700-1770 » in *The Journal of Economic History* , Vol. 31, No. 4 (Dec., 1971), pp. 990-993
- Gabas J., Ribier V., 2015. Synthèse des quatre etudes de cas sur les interventions de la Chine dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire, Ethiopie, Sénégal et Togo. *CIRAD-ES*. Montpellier, 53p.
- Hellendorff B., 2010. La Chine en Afrique. Survol des enjeux.*Note d'analyse du GRIP*, Décembre .

- Hong L.L, 2012, *L'ouverture de la Chine et ses impacts sur l'économie chinoise*. Economies et finances.Thèse de doctorat,Université de Bourgogne, 2012, 205 pages.
- « *Introduction au commerce international* », chapitre I, 27 pages.
- Krugman, P., Maurice, O., (2003), « *Economie internationale*», Edition De Boeck, Bruxelles, 700 pages
- Kumar N., (1996) « Foreign Direct Investment and Technology Transfers in Development: A Perspective on Recent Literature », Discussion Paper n° 9606, INTECH, the United Nations University.
- Lahèche, R., Amina, (1999), *Economie mondiale*, Collection la Découverte, Paris, 1999, 103 p.
- « L'évolution et les théories des échanges internationaux depuis la Révolution industrielle. » Chapitre I, 54 p.
- Pellerin M., 2011,« *Le nouvel essor des relations entre la Chine et Madagascar* », Note de l'IFRI, mars.
- Ramiandrisoa O., Razafindravonona J, Rafalimanana A., 2008, *Relations commerciales avec la Chine : Madagascar y trouve-t-il son compte ?*, 54 pages
- Rodriguez-Clare A., 1996. Multinationals, Linkages and Development. *American Economic Review*, 86, 4.
- Schott, Peter, 2006. The Relative Sophistication of Chinese Exports. *NBER Working Paper* No. 12173, Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research.
- Voninirina Razakarivelo A.G., (2014) « La coopération Sino-africaine actuelle : une opportunité ou une menace pour le développement de l'Afrique Subsaharienne ? Le cas de Madagascar » , thèse de doctorat, Université d'Antananarivo.
- www.ambamadbeijing.com accédé le 20/03/2019

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1

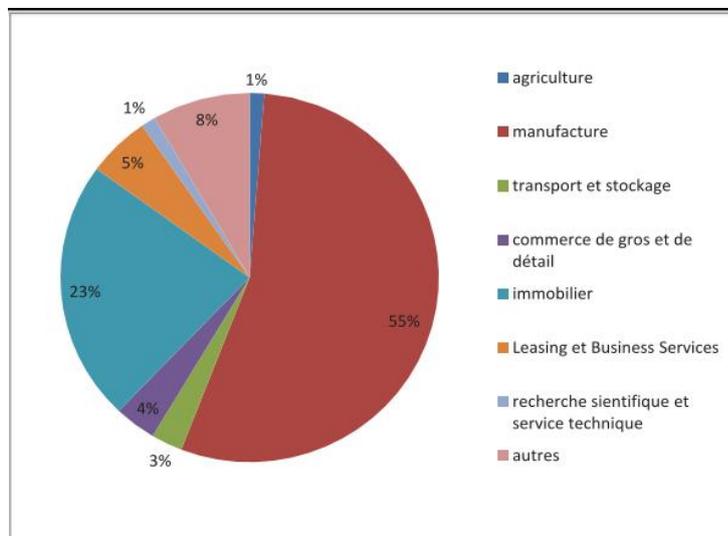
Figure 1 : Flux d'IDE en Chine



Source: China Statistical Yearbook

ANNEXE 2

Figure 2 : Les IDE utilisés en fonction des secteurs



Source: China Statistical Yearbook 2008

ANNEXE 3

Tableau des exportations de la Chine vers l'Afrique en Milliards de dollar en 2005

PAYS	EXPORTATIONS
Afrique du Sud	3,8
Benin	0,75
Ghana	0,66
Soudan	1,3
Togo	0,52
Nigéria	2,3
Autres	5,67

Source: China Statistical Year Book

Tableau des importations de la Chine en provenance de l'Afrique en Milliards de dollar en 2005

PAYS	IMPORTATIONS
Angola	6,6
Afrique du Sud	3,4
Congo	2,3
Guinée Equatoriale	1,4
Nigeria	0,46
Soudan	2,6
Autres	3,24

Source: China Statistical Year Book

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : LE COMMERCE INTERNATIONAL.....	3
Chapitre 1 : Les théories du Commerce International.....	4
Section 1 : Avantage comparatif et spécialisation.....	4
1.1 Le gain à l'échange : l'avantage comparatif.....	4
a) La loi des avantages absolus d'Adam SMITH (1776)	4
b) La loi des avantages comparatifs de David RICARDO (1817)	6
b1. Les hypothèses de Ricardo.....	6
b2. L'explication de la spécialisation.....	6
1.2 Le rôle de la dotation factorielle : le modèle HOS.....	7
a) Le théorème <i>Heckscher-Ohlin</i> : la loi des proportions de facteurs.....	8
b) Les autres théorèmes du modèle HOS.....	10
1.3 La dynamique des spécialisations: le théorème de Rybczynski (1955)	10
1.4 L'Avantage Comparatif de la Chine et sa performance dans l'exportation.....	11
Section 2 : la politique du libre-échange.....	13
2.1 Le libre-échange.....	13
a) La théorie moderne du libre-échange.....	13
b) Les mérites du libre-échange.....	13
2.2 Les limites du libre échange.....	13
a) Pour les pays développés.....	14
b) Pour les pays en développements.....	14
Chapitre 2 : La place de la Chine dans le commerce international.....	16
Section 1 : Le régime du taux de change de la Chine.....	17
1.1 Le régime des taux de change de la Chine : La réforme de 2005.....	17
1.2 La sous-évaluation du yuan et la performance en Chine.....	17
Section 2 : Investissement direct étranger (IDE) en Chine et ses impacts sur l'économie chinoise.....	19
2.1. L'expansion de l'entrée des IDE en Chine.....	19
2.2 Influences des IDE sur le commerce extérieur de la Chine.....	21

PARTIE II : CAS DE MADAGASCAR DANS LA RELATION COMMERCIALE SINO- AFRICAIN.....	23
Chapitre 1 : La relation économique entre la Chine et Madagascar.....	24
Section 1 : La stratégie de la Chine dans sa coopération avec les pays de ‘Afrique dont Madagascar.....	25
1.1 La stratégie de financement: une stratégie de financement de la Chine en Afrique.....	25
1.2 La stratégie d’aide de financement de Madagascar par la Chine.....	26
1.2.1 Les formes de l’aide de la Chine.....	26
1.2.2 Les projets financés par la Chine : une forme d’aide.....	27
Section 2 : Les Investissements Directs Etrangers à Madagascar : caractéristiques et évolutions.....	28
2.1 Les caractéristiques des IDE chinois à Madagascar.....	28
2.2 Les branches d’activités d’IDE chinois à Madagascar	29
2.3 Le commerce extérieur avec la Chine et l’IDE chinois.....	30
Chapitre 2 : Les échanges commerciaux de Madagascar avec la Chine.....	32
Section 1 : Le commerce extérieur malgache.....	32
1.1 Evolution du commerce extérieur de Madagascar avec la Chine.....	33
1.2 Les exportations et les importations de Madagascar avec la Chine.....	34
a) Les exportations de Madagascar vers la Chine.....	34
b) Les importations de Madagascar venant de la Chine.....	34
Section 2 : La Chine à Madagascar : une menace ou une opportunité commerciale ?.....	37
CONCLUSION.....	41

Nom : RAMINOSOA

Prénoms : Mihariniaina Yollande

Titre : Enjeux et Perspectives de la relation commerciale Sino-malgache

Nombre de pages : 43

Nombre de Tableaux : 7

Nombre de Graphes : 5

RESUME

Les relations commerciales entre le Géant Asiatique qu'est la Chine et tous les pays du grand continent Africain se sont beaucoup intensifiés avec le temps, mais surtout par la mondialisation actuelle. La Chine se présente comme un grand acteur de l'économie mondial, et ce grâce à son caractère de puissance exportatrice, voire même une puissance commerciale dépassant les États-Unis, ainsi que quelques pays qui sont des anciens colonisateurs (les Européens). Les deux Etats (la Chine et Madagascar) ayant vécu les mêmes situations en étant colonisés avant, mais grâce à ses mains d'œuvres abondants, la Chine a pu réaliser sa spécialisation qu'est un fait important dans la division internationale du travail. Mais dans une vision prospective, il est question de savoir les enjeux qu'entretiennent ses relations commerciales qui s'intensifient de jour en jour, et d'années en années. Pour Madagascar, en 2011, les échanges commerciaux du pays avec la Chine ont été évalués à près de 510 Millions \$, situation assez encourageante pour le pays mais avantageux pour la Chine. Sans parler des moyens à mettre en œuvre pour faire face à cette situation, et ce jusqu'à maintenant.

Mots clés : Avantage Comparatif, libre-échange, Chine, spécialisation, exportation, déficit commerciale, Madagascar

Encadreur : Madame RANDRIAMANAMPISOA Holimalala

Adresse de l'impétrant : Lot IVZ 3i ILANIVATO AMPASIKA

Numéro téléphone : 033 01 974 53